

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

	Pages
P. Semard.....	Vers la ratification de la dette à l'Amérique..... 1867
J. Berlioz.....	Le cartel européen de l'acier..... 1870
Marx et Engels.....	Le problème de la construction du socialisme au lendemain de la révolution..... 1881
L. Leiciague.....	La marche victorieuse des armées cantonaises est une étape vers l'affranchissement de la Chine..... 1888
J. Raveau.....	La lutte du patronat contre l'échelle mobile..... 1894
Arrig.....	De M. Beer à M. Voltaire..... 1897
* * *.....	Dans l'U. R. S. S. :
	Le 9 ^e anniversaire de la révolution russe (AGIT-PROP CENTRALE). — Le monopole du commerce extérieur (A. MIKOIAN). — Vers l'industrialisation (MILIOUTINE). — La répartition des bénéfices de l'industrie d'État. — Le budget de l'ouvrier (STROUMILINE)..... 1903
* * *.....	Revue des événements et documentation :
	La politique intérieure du 1 ^{er} au 15 octobre 1926. — La quinzaine syndicale..... 1919

Prix du numéro : 1 fr. 50

*** ADMINISTRATION ***

142, rue Montmartre (2^e)

*** *** RÉDACTION *** ***

120, rue Lafayette (10^e)

PARIS

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe bimensuel du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 2 francs

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	10 fr.	1/2 \$
6 mois	18 fr.	1 \$
1 an	36 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 fr. 50

BIMENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	10 fr.	16 fr.
6 mois	18 fr.	30 fr.
1 an	36 fr.	58 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.

N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
P. Semard	Vers la ratification de la dette à l'Amérique 1867
J. Berlioz	Le cartel européen de l'acier 1870
Marx et Engels	Le problème de la construction du socialisme au lendemain de la révolution 1881
L. Leiciague	La marche victorieuse des armées cantonaises est une étape vers l'affranchissement de la Chine 1888
J. Raveau	La lutte du patronat contre l'échelle mobile 1894
Arrig	De M. Beer à M. Voltaire 1897
* * *	Dans F. U. R. S. S. :
	Le 9 ^e anniversaire de la révolution russe (AGIT-PROP CENTRALE). — Le monopole du commerce extérieur (A. MIKOIAN). — Vers l'industrialisation (MILIOUTINE). — La répartition des bénéfices de l'industrie d'Etat. — Le budget de l'ouvrier (STROUMLINE) 1903
* * *	Revue des événements et documentation :
	La politique intérieure du 1 ^{er} au 15 octobre 1926. — La quinzaine syndicale 1919

ADMINISTRATION

142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦

120, rue Lafayette

PARIS

VERS LA RATIFICATION DE LA DETTE A L'AMÉRIQUE



Le gouvernement « d'Union Nationale » Poincaré-Herriot poursuit de façon prudente l'exécution du Plan des Experts. Ayant abandonné à son arrivée au pouvoir l'idée de la stabilisation financière brusquée et de la reconnaissance immédiate des dettes extérieures soutenue par Caillaux, Poincaré a pris depuis une série de mesures financières et administratives qu'il croit déterminantes pour le redressement du franc. Il va maintenant entreprendre par étapes, et au moyen d'opérations successives, la stabilisation financière.

La plus importante et la plus délicate de ces opérations de stabilisation est la reconnaissance des dettes interalliées, sans laquelle il est impossible d'obtenir les indispensables crédits extérieurs et d'aboutir à une stabilisation financière durable.

Rappelons que dans sa déclaration ministérielle, Poincaré affirmait « *que la France avait la ferme volonté de s'acquitter dans toute la mesure de ses facultés* », mais il soulignait qu'avant tout le gouvernement voulait mettre fin à la crise monétaire et redresser le franc par des mesures intérieures.

Cet ajournement *sine die* donna alors satisfaction à tous les adversaires de la ratification.

Depuis, il semble que les « intransigeants » aient évolué. Peu à peu l'idée de la ratification, *sous réserve de l'introduction dans les accords d'une clause de sauvegarde qui tienne compte des difficultés de transfert des sommes et des possibilités de paiement*, a fait son chemin.

C'est ce qui incita Poincaré, à la veille même des vacances parlementaires, à sonder l'opinion en lançant l'idée de la ratification avant la séparation des Chambres.

Il est évident que la pression des financiers anglo-saxons n'a pas été étrangère à cette « évolution » que *le Temps* tout dernièrement traduisait ainsi : « *Les polémiques irritantes qu'a suscitées ce problème se sont un peu apaisées, ce qui permettra*

à notre gouvernement de conduire dans le calme les pourparlers en vue de l'amélioration des accords précédemment signés. »

Dans ses récents discours, Poincaré a laissé percer son intention de reprendre les conversations. M. Dariac, président de la Commission de la Chambre, qui est chargé de rapporter sur les dettes extérieures, a confirmé cette intention en affirmant que le gouvernement actuel pouvait, *plus que tout autre*, obtenir des concessions de l'Amérique.

Puis, Poincaré a été amené à penser qu'après tout la ratification apporterait, outre des crédits, six années de tranquillité, pendant lesquelles la France ne payerait guère plus que ce qu'elle paye actuellement au seul titre de la dette commerciale. Après, ma foi on verra !

Bien qu'étant indécis sur la date possible de la ratification, le gouvernement s'y prépare et prépare l'opinion. Ses proches collaborateurs à la Commission financière annoncent que dès sa rentrée, la Chambre sera appelée à se prononcer sur les accords, en y introduisant bien entendu toutes les réserves utiles, afin d'obtenir de l'Amérique des améliorations.

En réalité, l'opération n'ira pas si rapidement, car malgré sa prudence dans l'application du Plan des Experts, Poincaré n'a pas encore écarté toutes les résistances.

Ainsi, actuellement, on assiste à une nouvelle activité des « opposants » amis du gouvernement, et de ses adversaires, pour qui la question des dettes est un prétexte d'opposition.

Ce sont : l'Union des intérêts économiques, l'Union Nationale des Anciens Combattants (400.000 membres), la Fédération Républicaine que préside Louis Marin, son ministre des pensions, qui viennent d'intervenir pour lui demander de repousser la ratification des accords, tout au moins « *dans la forme où ils sont établis* ».

Pour leur donner satisfaction, Poincaré a répété que « *la France ne saurait s'engager que dans la mesure de ses facultés de paiement et de transfert* ».

En réalité, cette opposition qui semble ne pas vouloir désarmer sert Poincaré plus qu'elle ne le contrarie, dans son jeu pour obtenir la révision des accords Mellon-Berenger. Par les répliques qu'elle provoque chez les hommes d'Etat américains, elle permet de suivre leur opinion.

En vérité, celle-ci n'a pas beaucoup changé. Le dernier discours de M. Winston, sous-secrétaire au Trésor, est certes plus subtil, mais ses conclusions sont catégoriques : « *Commencez par mettre de l'ordre dans vos finances puis reconnaissez vos*

dettes, alors vous obtiendrez de l'Amérique les crédits nécessaires pour poursuivre vos opérations de stabilisation. »

Et il faudra que le gouvernement de Poincaré, ou un autre, passe par là ! D'ailleurs le *Bulletin Quotidien* du Comité des Forges le laisse clairement entendre — et cette opinion à une certaine valeur — en écrivant :

« Après avoir entamé les négociations, après avoir coup sur coup envoyé deux missions officielles à Washington, après avoir conclu un accord auquel notre représentant a mis son paraphe, comment ne pas ratifier désormais sans exaspérer aux Etats-Unis les sentiments qui nous sont déjà peu favorables, sans nous aliéner l'aide américaine, sans nous exposer non seulement à ne pas avoir les Américains avec nous, mais à les avoir contre nous dans toutes les questions d'argent où leur influence domine ? »

Si le « *courant* » favorable à la ratification qui a inspiré le Plan des Experts ne s'affirme pas plus vigoureusement, c'est qu'il ne veut pas attaquer de face une « *opposition* » qui a ses racines dans tous les partis, qui est majorité au Parlement et qui a encore l'oreille de l'opinion publique.

Ayant le gouvernement dans son jeu, ce « *courant* » préfère agir par pressions successives sur les grandes organisations économiques et financières, toutes plus ou moins liées, ou impulsées par le puissant Comité des Forges.

Vraisemblablement, Poincaré continuera à agir avec beaucoup de prudence en cherchant à gagner du temps, pour laisser passer les élections américaines, et aussi pour surmonter les résistances actuelles et se présenter devant le Parlement avec une majorité assurée.

Nous pensons que l'Amérique, quel que soit son gouvernement de demain, ne transigera pas et que nos gouvernants, bientôt ou un peu plus tard, seront obligés de ratifier, *avec ou sans réserves*, les accords Mellon-Berenger.

Le mot d'ordre de notre Parti : « Pas un sou, pas une heure de travail pour payer les dettes de guerre », reste au premier plan dans notre agitation contre le gouvernement « d'Union Nationale » Poincaré-Herriot qui poursuit l'asservissement des masses laborieuses à la finance américaine.

Pierre Semard.

LE CARTEL EUROPÉEN DE L'ACIER



L'article du camarade Berlioz constitue un exposé remarquable et solidement documenté sur le cartel de l'acier. Cependant, certaines de ses vues, notamment celle sur la participation éventuelle de l'Angleterre au cartel, lui sont encore personnelles. Le prochain Comité central a mis cet événement capital à son ordre du jour. Un rapport résumant les conclusions générales de ses débats sur la constitution du cartel de l'acier paraîtra dans le prochain numéro des Cahiers.

LE SECRÉTARIAT DU PARTI.

Le 30 du mois dernier, à 17 heures, une assemblée de gros métallurgistes d'Europe, réunie à Bruxelles, communiquait à la presse un bref compte rendu ainsi conçu : « Les représentants des industries sidérurgiques allemande, belge, française, luxembourgeoise et sarroise ont réussi à mettre définitivement au point l'accord relatif à l'entente au sujet de la production de l'acier; cet accord entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1926. »

Ce procès-verbal d'apparence anodine consacrait la constitution, après dix-huit mois de pourparlers et nombre de réunions infructueuses tenues à Dusseldorf, Essen, Paris et Bruxelles, d'un puissant cartel des producteurs d'acier du continent européen. Des requins d'envergure comme MM. Théodore Laurent, directeur général des Aciéries de la Marine à Saint-Chamond; Lambert Ribot, secrétaire général du Comité des Forges, ayant succédé à Pinot; Fritz Thyssen, le grand industriel de la Ruhr; Klotzbach, directeur général de la maison Krupp; Pensgen, de l'Association allemande de l'acier brut, s'étaient employés de leur mieux à aplanir les difficultés qui s'opposaient à cette union internationale.

Il est clair que la réalisation d'un accord entre gens qui ont derrière eux le poids formidable de 30 millions de tonnes de métal est d'une importance énorme, et pour l'étude de l'évolution générale du capitalisme mondial, et en raison de ses répercussions sur le mouvement ouvrier, la main-d'œuvre étant aussi une matière essentielle dans les triturations de ces messieurs qui trônent sur des milliers de convertisseurs Bessemer et de fours Martin.

Les cartels avant la guerre

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que nous assistons à des tentatives d'établissement d'une Internationale des maîtres de forges. En 1897, l'économiste bourgeois Liefmann comptait déjà environ 40 cartels internationaux auxquels participait l'Allemagne; en 1910, il y en avait même une

centaine. En 1884, un premier cartel des rails voyait le jour; il mourait quelques années plus tard, mais renaissait en 1904, très élargi, avec la participation de la France et de l'Amérique. Dans la revue *la Vie Ouvrière*, Merrheim, alors secrétaire de l'Union des Métaux et syndicaliste révolutionnaire de premier plan, nous a conté tout au long les intéressants débats qui eurent lieu le 6 juillet 1911, dans la salle des fêtes du restaurant de la Monnaie, à Bruxelles, entre 120 délégués-rois de l'acier des Etats-Unis, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, de Belgique, du Canada, d'Espagne, de France, d'Italie, de Russie, venus là pour rechercher — et établir — les bases mondiales d'un traité de paix économique, c'est-à-dire pour conclure une convention qui leur permettrait « d'échapper, par des garanties réciproquement assurées, aux risques qu'entraîne la concurrence ».

Dans une de ses œuvres maîtresses, *l'Impérialisme, dernière étape du capitalisme*, Lénine a montré qu'un des traits essentiels du développement du capitalisme moderne, bien avant la grande guerre de 1914, était le partage du monde entre groupements monopolisateurs nationaux, cartels, syndicats ou trusts. « Les capitalistes se partagent le monde, écrivait-il en 1915, non par scélératesse, mais parce que le degré de concentration atteint les oblige à entrer dans cette voie pour obtenir des bénéfices. Ils le partagent proportionnellement aux capitaux, aux forces, car il ne peut y avoir d'autre système de partage en régime de production de marchandises et de capitalisme. »

Bourgeois et pacifistes endormeurs ou imbéciles prétendaient alors que cette internationalisation grandissante du capital était le meilleur gage du maintien de la paix en régime capitaliste. A Bruxelles, en 1911, Gary, de la *Steel Corporation*, assurait que l'union de la sidérurgie serait un instrument de paix entre les nations, un premier pas vers la concorde universelle, et Dreux, des Aciéries de Longwy, pleurnichait sur « l'une des plus belles applications de la fraternité humaine ».

Trois ans après, c'était l'universelle tuerie, autre manière pour les groupes capitalistes de se répartir les marchés mondiaux. Elle rompit — et encore, souvenons-nous du souci constant des états-majors ennemis de ne pas détruire les installations industrielles du bassin de Briey et de Lorraine ! — les associations monopolisatrices existantes.

Le fer français et le coke allemand

En 1923, la production allemande de minerai de fer était de 28.600.000 tonnes, dont 21.135.000, c'est-à-dire les trois quarts, en Lorraine « annexée ». La production française était de 21.725.000 tonnes, dont les trois quarts environ provenaient de la région frontrière de l'Est : bassins de Nancy, de Briey et de Longwy. On peut même rappeler ici que, si Bismarck n'avait, en 1871, émis aucune prétention sur cette région, c'est qu'à cette époque on ne savait pas encore traiter les minerais phosphoreux qu'elle contient. Le procédé Thomas date de 1880 et l'exploitation du bassin de Briey ne commença sérieusement que vers 1895, suscitant la jalousie des capitalistes allemands, qui trouvèrent alors que les vues du chancelier de fer avaient été plutôt courtes. Mais la France ne produisait avant la guerre que

41 millions de tonnes de houille, la plupart impropre à la fabrication du coke métallurgique, contre 192 millions de tonnes extraites dans le Reich. Il fallait donc que nos sidérurgistes importent du coke allemand qu'ils échangeaient contre 4 à 5 millions de tonnes de minerai, coke indispensable qui permettait aux fournisseurs d'outre-Rhin d'exercer un véritable chantage sur les aciéries françaises.

Le traité de Versailles consacra la victoire de nos maîtres de forges : non seulement ils gardaient Briey convoité par Krupp, mais ils obtenaient tout le bassin lorrain, et la France devenait le premier pays métallurgique d'Europe. Mais les augures de la Galerie des Glaces, ignorants des réalités économiques, ne s'avisèrent pas de penser que, malgré le charbon de la Sarre et des réparations, le déficit français en coke s'accroissait, et qu'un jour ou l'autre se manifesteraient inévitablement, sous une forme ou sous une autre, des tendances à la reconstitution d'un bloc entre la minette lorraine et le coke westphalien.

C'est pour réparer une telle erreur à leur profit que les barons du fer français, dictant leurs ordres aux Millerand et Poincaré, serviteurs de la rue de Madrid, imposèrent l'invasion de la Ruhr au début de 1923. On sait comment l'opération de l'impérialisme français échoua en raison de l'intervention anglo-américaine, concrétisée dans l'application du plan Dawes. C'est à dater de ce moment que les métallurgistes les plus avisés des deux pays rivaux eurent des doutes dans la possibilité de restauration « rentable » de la métallurgie européenne bouleversée par la guerre et les crises qui en étaient résultées, et s'abouchèrent en vue d'une entente profitable à tous. L'accord de Bruxelles du 30 septembre est le résultat des pourparlers commencés officiellement à la fin de 1924.

La convention de Bruxelles

Stinnes, dit-on, eut l'idée du nouveau cartel, et Thyssen mit sur pied un projet précis qui a été adopté après quelques modifications dues surtout aux résistances belges, projet qui vise essentiellement à réglementer la production et l'exportation de l'acier dans toute l'Europe continentale.

L'entente a pris pour base de production totale annuelle, pour les cinq pays adhérents, le chiffre minimum de 27.587.000 tonnes, chiffre qui pourra ultérieurement être porté par paliers à un maximum de 30.560.000 tonnes par an. C'est à peu de chose près, comme le montre le tableau suivant, quatre fois la production d'un trimestre de l'année 1926 :

Production d'acier (en milliers de tonnes) :

	Allemagne	France	Belgique	Luxemb.	Sarre
1 ^{er} trimestre 1913...	4.734	1.119	624	330	»
1 ^{er} trimestre 1926...	2.551	2.035	544	540	414
2 ^e trimestre 1926...	2.744	2.063	837	541	412

(Soit un total de 6.084.000 tonnes pour le premier trimestre de cette année, et de 6.597.000 tonnes pour le second.)

La production actuelle sera répartie d'une certaine manière entre les contractants. La répartition sera légèrement modifiée si la production est accrue d'un nouveau million de tonnes, de sorte que, lorsque la fabrication globale annuelle sera fixée au maximum de 30.560.000 tonnes, la répartition sera la suivante :

Allemagne	43,17 %
France	31,19 %
Belgique	11,56 %
Luxembourg	8,30 %
Sarre	5,78 %

La Belgique, à qui on ne voulait d'abord allouer que 265.000 tonnes par mois, fit entendre de vives protestations, faisant valoir que sa production du début de 1926, sur laquelle on se basait pour déterminer son contingent, se ressentait encore des effets de la longue grève de la sidérurgie de l'été de 1925, et qu'elle était au-dessous de la normale. Elle réclamait 295.000 tonnes mensuelles, part qui n'aurait dû primitivement lui échoir qu'au moment où le maximum de production serait atteint. Pour éviter une rupture des tractations, on lui donna satisfaction, de sorte que, dans l'avenir, tandis que les parts des autres signataires pourront croître en valeur absolue, celle de la métallurgie belge restera invariable.

Les engagements des adhérents du pacte portent donc sur le tonnage global d'acier brut à produire, et ils comportent naturellement des sanctions en contre-partie. Tout contractant qui aura dépassé son pourcentage devra verser à l'organisme central 4 dollars par tonne produite en excédent. En revanche, s'il n'atteignait pas son quantum, il recevrait une ristourne de 2 dollars par tonne de déficit, sans que ce déficit puisse cependant dépasser 10 p. 100. Un fonds de garantie est prévu, alimenté par une redevance d'un dollar par tonne d'acier produite, qui, après le règlement annuel des comptes, doit en principe revenir à l'usine qui l'aura versée.

Le siège du cartel est à Luxembourg, et son premier président sera M. Mayrisch, président de la grande firme luxembourgeoise de Burbach, l'A. R. B. E. D., étroitement liée d'ailleurs au Creusot français et à l'A. E. G. berlinoise. L'organisme central centralisera les statistiques nationales de production mensuelle et décidera chaque trimestre l'élévation ou l'abaissement du chiffre de la production totale, suivant qu'il lui semblera que la demande devient plus ou moins active. Les décisions seront transmises aux organismes nationaux qui répartiront leur pourcentage parmi les affaires adhérentes. Un autre organisme dit de surveillance siégera à Paris et pourra effectuer des contre-vérifications sur les quantités produites. L'accord, enfin, est valable pour une période de cinq années.

En outre, une convention particulière a été conclue entre la France et le Luxembourg, d'une part, et l'Allemagne, de l'autre, concernant l'importation dans l'Allemagne du Sud d'un certain contingent de produits métallurgiques finis et demi-finis.

Le 1^{er} janvier 1925, en effet, à l'expiration du régime de relations commerciales établi par le traité de Versailles, l'Allemagne avait établi une bar-

rière douanière à l'entrée des produits luxembourgeois et lorrains. L'accord intervenu ne lève pas les droits de douane, mais autorise une livraison au syndicat allemand de l'acier, et aux prix intérieurs allemands, d'une quantité équivalant à 6,5 p. 100 de la consommation allemande. En revanche, il garantit la fourniture d'un certain tonnage de coke métallurgique à la France.

La presse de la grande industrie franco-allemande a encore beaucoup insisté sur ce point que l'entente négociée à Bruxelles, entre quatre Etats seulement, serait accessible à de nouveaux contractants, pourvu qu'ils veuillent régler leur production sur les mêmes bases que les participants actuels. Des dépêches récentes ont justement signalé qu'un accord complet s'était établi entre les représentants de la métallurgie polonaise et ceux de l'industrie tchéco-slovaque, en vue de l'adhésion à un cartel du fer de l'Europe centrale, qui engloberait également l'Autriche, la Hongrie et la Yougoslavie, et serait en collaboration suivie avec l'organisme de Luxembourg. Enfin, les journaux de ces jours derniers ont annoncé que l'entente internationale des fabricants de tubes (France, Belgique, Sarre, Allemagne, Tchéco-Slovaquie, Pologne et Hongrie) était réalisée, et que des représentants de la Hollande, de la Belgique et de l'Allemagne venaient de se réunir en vue de la formation d'un trust international des tréfileries et clouteries, qui serait définitivement établi avec les représentants français à Paris, le 19 octobre. La monopolisation universelle des marchés du fer et de l'acier marche donc à grands pas...

« Réglementation » de la production et des prix

Le docteur Reichert, secrétaire général de l'Association des industriels allemands du fer et de l'acier, a donné à des journalistes américains et à la *Deutsche Bergwerkszeitung* des interviews fort intéressantes sur les raisons qui poussent ses pareils à entrer dans un consortium international de la métallurgie.

Tous les pays ont augmenté leurs moyens de production, a-t-il déclaré en substance, sans se soucier des difficultés ruineuses de la concurrence. Les cartels internationaux constituent précisément un moyen d'action contre la crise économique et la mauvaise situation du marché mondial... « Des cartels et syndicats nationaux, comme le trust allemand des Aciéries Réunies, atténuent la concurrence intérieure, et maintenant on va en venir à un cartel international qui a pour but d'éviter la surproduction et d'adapter la production aux besoins... On travaillera d'abord efficacement contre la tendance à baisse des prix qui résulte de l'inflation en France, en Belgique et au Luxembourg. Les prix européens du fer seront bientôt portés au niveau des prix intérieurs allemands... »

Régler la production dans une période d'économie désordonnée, adapter cette production à des facultés d'achat réduites, limiter la concurrence à l'intérieur et sur les débouchés d'exportation, « améliorer » les prix de vente des produits métallurgiques sur le marché international, de façon à maintenir des profits hautement rémunérateurs, tels sont bien, en effet, les buts que se sont fixés les magnats de la sidérurgie du continent.

Durant la guerre, les besoins formidables des armées ont conduit un peu partout au renforcement de l'appareil de production métallurgique. On pouvait construire des usines sans considération des prix de revient, les Etats belligérants achetant tout, canons, obus, armes, rails, poutrelles, wagons, etc., sans se soucier du montant de la dépense. Le paiement de dommages de guerre par dizaines de milliards permit dans certains pays un renouvellement complet de l'outillage industriel. La dépréciation des monnaies nationales en Allemagne d'abord, en France et Belgique ensuite, encouragea également l'accroissement des moyens de production. Au cours du premier semestre de 1913, on avait fabriqué dans les six principaux pays producteurs du monde 33.019.000 tonnes d'acier; à la fin du premier semestre de 1926, ces mêmes pays étaient à même d'en fournir 39.626.000, sans tenir compte des établissements fermés par dizaines en Angleterre et en Allemagne. Or, par contre, la consommation, si l'on excepte les Etats-Unis, n'a pas dépassé, en 1926, celle de la période correspondante d'avant-guerre, et les besoins intérieurs de l'Amérique du Nord sont largement couverts par sa production augmentée, puisqu'en 1925 elle a même exporté 1.600.000 tonnes.

« Produire », tel avait été partout le mot d'ordre de la bourgeoisie. Mais elle ne produit que pour le profit, et comme les possibilités d'achat restaient stagnantes ou reculaient, il s'ensuivait une lutte acharnée, ruineuse, sans merci, pour l'écoulement du trop-plein et la conquête des débouchés. On avait souvent recours au « dumping », c'est-à-dire à la vente à l'étranger à des prix inférieurs aux prix du pays d'origine, malgré les frais de transport, en même temps qu'on se protégeait contre l'anti-dumping des concurrents par des droits de douane protectionnistes. La lutte était rendue plus difficile par le déséquilibre monétaire entre les divers pays. Suivant la situation toujours instable des devises nationales, les hauts fourneaux s'allumaient ou s'éteignaient, on édifiait de nouvelles installations « parasitaires » ou en en mettant en sommeil.

Le jeu de la spéculation devenait des plus hasardeux. A l'Assemblée des actionnaires de Longwy, le 23 septembre dernier, le conseil d'administration faisait remarquer que « le marché métallurgique était caractérisé par un profond avilissement des prix mondiaux. Pendant l'exercice 1925-26, les produits métallurgiques ont été cotés, à la Bourse de Bruxelles, à des prix qui, à certains moments, ont été inférieurs à ceux d'avant-guerre... Si l'on tient compte de la diminution du pouvoir d'achat de l'or, les barres marchandes, par exemple, devraient valoir 7 livres à 7 livres 10 fob Anvers, tandis qu'elles se sont maintenues entre 4 livres 10 et 5 livres. » La chute du franc permettait à l'industrie franco-belge de placer des fontes sur le marché mondial à 91 marks la tonne, alors que le consommateur allemand devait les payer 135 marks. Ces derniers mois, les efforts pour la stabilisation du franc, la tendance de nos industriels à établir leurs prix en dollars ou en livres, ont affaibli un peu la pression que l'exportation de 6 à 7 milliards de tonnes françaises, belges et luxembourgeoises exerçaient sur les prix du marché mondial, et l'industrie allemande a pu respirer et élever sa production de fer brut de 11 p. 100 de juillet à août. Mais une nouvelle guerre doit être livrée autour des marchés que l'industrie lourde britannique, mortellement handicapée par la crise minière, est en train de perdre (de 784.110 tonnes en mars 1926, la production d'acier anglais est tombée à

32.100 tonnes en juillet), et c'est à qui aurait recouru à la politique de bonification à l'exportation, insoutenable à la longue, surtout pour les pays non encore rationalisés.

Afin de sortir de ce chaos préjudiciable aux uns ou aux autres, ou à tous, les grands producteurs de fer ont jugé que leurs intérêts bien compris devaient les pousser à l'entente plutôt qu'à la concurrence forcenée, à la coordination plutôt qu'à l'impossible écrasement de l'adversaire. « *En fait, écrit l'Usine, le 4 septembre, il faut parler nettement : cet accord, c'est la suppression pure et simple de toute concurrence entre les sidérurgies des divers pays contractants.* » C'est l'organisation de la solidarité capitaliste internationale face aux crises et aux perturbations du marché, pour la sauvegarde des bénéfices par une paix économique momentanée.

Dans ces conditions, on comprend que des sacrifices provisoires aient pu être consentis par les deux principaux contractants. Ainsi, tandis que les autres pays ont fait admettre pour l'établissement du contingentement de 95 à 100 p. 100 de leur production, c'est à peine si 75 à 80 p. 100 de la capacité allemande sont entrés en ligne de compte. Si la métallurgie d'outre-Rhin veut forcer son rendement au delà de la quote inférieure qui lui est accordée, elle devra verser à la caisse de compensation 2 à 3 millions de dollars au moins par an. Lourde charge, bien sûr, mais en même temps elle se trouve en mesure de réglementer le marché allemand à sa guise et elle supprime la facile concurrence internationale de ses rivaux à change bas. De même, si la France consent à une limitation stricte de ses importations en Allemagne du Sud, c'est parce qu'elle redoute les conséquences de la politique de stabilisation, c'est-à-dire la montée des prix français au niveau des prix mondiaux. Elle s'assure une sécurité certaine pour l'avenir puisqu'on lui a accordé un contingent équivalent à 90 p. 100 de sa capacité de production. (La production d'acier français, pendant les six premiers mois de 1926, a été de 4.060.000 tonnes contre 3.565.000 tonnes en 1925 et 2.350.000 tonnes en 1913; celle de fonte, battant tous les records, a atteint 4.570.000 tonnes contre 4.092.000 pour la même période de 1925 et environ 2.600.000 en 1913. 153 hauts fourneaux étaient à feu au 1^{er} juillet, au lieu de 133 au début de janvier 1925.)

De telles dispositions sont suffisantes pour produire une atténuation considérable des soucis « patriotiques » de M. Louis Marin, homme-lige des de Wendel. Si le député lorrain s'opposait jusqu'ici farouchement à la ratification des accords Mellon-Bérenger et Caillaux-Churchill, c'est-à-dire pratiquement à la stabilisation du franc légèrement revalorisé, c'était parce que cette opération risquait de tuer l'exportation du Comité des Forges. Les garanties qu'offre le Cartel ont déterminé sa volte-face subite!

Evidemment, nos grands industriels nous assurent que la fixation des prix de vente reste aux initiatives privées, mais ils ne nous feront tout de même pas croire que cette puissante coalition d'intérêts que constitue le Cartel, éliminant la concurrence et limitant la production, ne sera pas en état d'exercer sur le consommateur une pression irrésistible, c'est-à-dire de fixer les prix comme elle l'entendra! *L'Usine* nous prévient d'ailleurs tout de suite que « l'entente aura pour conséquence directe un relèvement des prix sur les marchés mondiaux, le nouveau Cartel se proposant de porter le prix des aciers marchands,

pour l'exportation, à la base de 5 livres 15 fob Anvers, le prix coté la semaine dernière étant de 5 livres 5 maximum. Il s'agirait donc d'une hausse de 10 shillings. Pour les prix intérieurs français, on n'a pas d'indications précises sur ce qui sera décidé, mais on assure que les majorations seraient très modérées. »

Ne nous faisons donc aucune illusion, pas plus que les boursiers allemands ou français qui ont bien compris où l'on voulait en venir. Dès la conclusion de l'entente, on a pu voir, par exemple à la Bourse de Berlin, les actions Hoesch monter de 2 p. 100 et plus en une heure, les actions Mannesmann de 3 p. 100, d'autres encore de 5 p. 100. A Paris, les journaux financiers ont célébré les dispositions franchement satisfaisantes des titres de la grosse métallurgie « bien impressionnée par la conclusion de l'accord international ». En quelques jours, Firminy passait de 280 à 315, Longwy de 1.020 à 1.275, Micheville de 810 à 1.000, Le Creusot de 1.120 à 1.230, Montbard-Aulnoye de 185 à 244, et ainsi de suite!

Loucheur a exprimé ses craintes relativement à la situation qui serait faite aux industries de transformation tributaires du Cartel. Nous sommes bien tranquilles: elles ne perdront rien de leurs profits, en vendant plus cher et en exploitant davantage leurs ouvriers. Mais nous sommes sûrs que l'élévation des prix des produits métallurgiques, qui donnent le ton, conduira à une élévation du coût de la vie et à une intolérable réduction du pouvoir d'achat des salaires.

La Journée Industrielle estimait déjà avant la signature de l'accord que son plus grand avantage serait de ramener les prix de vente des métallurgistes à un niveau normal (!) et de renforcer ainsi la puissance du capitalisme international, ceci exprimé en ces termes choisis: « C'est vouloir consolider la structure économique des principales puissances européennes, dont l'industrie métallurgique constitue une des bases principales. »

Vers la concorde universelle ?

Oui, mais... et si cette hégémonie de l'organisation métallurgique européenne que vous redoutez tant était « le prélude d'une entente économique qui peut assurer une paix après laquelle l'univers tout entier aspire? », nous répond cette même *Journée Industrielle*. Et si le Jouhaux de la S. D. N. avait raison d'affirmer que « nul ne peut nier qu'un système d'entente se substituant à des rivalités, à des antagonismes toujours susceptibles de se muer en conflits, ne constitue une solidarité d'intérêts favorable à l'affermissement et au maintien de la paix? »

Nous voulons bien reconnaître que l'accord de Bruxelles — dont le capitalisme international avait besoin, qu'il n'a pas signé par idéalisme — est un frein momentané aux antagonismes impérialistes jusqu'à ce que le marché sidérurgique européen soit « assaini ». Les intérêts des bourgeoisies adversaires les poussent à conclure une trêve comme en d'autres temps ils les poussent à faire s'entrechoquer leurs armées d'esclaves. Mais de même que le cartel des rails, le syndicat du zinc, les cent cartels internationaux d'avant-guerre n'ont été qu'une courte trêve avant le heurt gigantesque de 1914, de même l'Internationale de l'acier de 1926 n'assure qu'un équilibre très précaire.

Les métallurgistes se partagent le monde selon les rapports de leurs forces respectives, mais ces forces ne sont pas immuables. Elles varient avec le développement économique et politique; les conditions actuelles de la production évoluent, et le groupe participant à l'entente qui bénéficie soit d'améliorations techniques, soit de la découverte de nouveaux procédés ou de gisements insoupçonnés, soit d'agrandissements de marchés coloniaux, s'agite aussitôt pour obtenir un quantum supérieur. Si on ne le lui accorde pas, il reprend la lutte sur un autre terrain et tente d'écraser ses concurrents par tous les moyens, y compris la guerre. Le partage de la terre proportionnellement aux capitaux peut avoir des formes diverses, aujourd'hui pacifiques, demain belliqueuses, après-demain encore conciliantes, mais il ne signifie jamais la paix définitive.

Et puis, il ne faudrait tout de même pas perdre de vue que le Cartel de l'acier n'est pas universel, pas même européen, pas même absolument continental et il serait utile de se rendre compte si, ainsi restreint, il n'est pas dirigé contre quelqu'un restant en dehors de l'alliance?

Il est probable que l'Angleterre donnera son adhésion (on a parlé de démarches tentées par Vandervelde auprès des métallurgistes du Royaume-Uni), mais sa presse a été jusqu'ici remarquablement silencieuse et nous laisse ignorer ses intentions. Les collègues de Baldwin examinent actuellement le pour et le contre. L'industrie anglaise, techniquement très arriérée, pourrie de préjugés individualistes, manquant d'organisation centrale, de comptoirs de vente, très affaiblie par les incalculables conséquences de la crise minière, ne peut songer à lutter à armes égales avec la redoutable combinaison du fer et de la houille de l'Europe occidentale. Ses prix de vente sont très élevés, et c'est justement au niveau de ces prix que veut arriver le Cartel; donc il n'est pas un concurrent sur ce terrain, comme le reconnaît *l'Economist* en écrivant: « Comme il est probable que le Cartel vise finalement à la hausse des prix, il est certain qu'il n'a pas voulu entrer en guerre avec les producteurs anglais ».

D'un autre côté, les partisans du superbe isolement comptent sur le maintien du marché des Dominions et de la clientèle italienne. Ils espèrent obtenir à la conférence impériale du 19 octobre un resserrement des liens douaniers, une consolidation des tarifs préférentiels. Mais l'Empire n'est-il pas en voie de dislocation? Il y a eu ces temps derniers l'entrevue de Livourne entre Chamberlain et Mussolini, mais elle a été suivie de la visite des grands capitaines d'industrie allemands à Romsey. Les administrateurs de la *Dyestuffs Corporation* sont même en train de négocier une entente avec le trust allemand des matières colorantes. Il est vrai que l'Angleterre s'inquiète fort du rapprochement politique franco-allemand et aussi de la renaissance de l'impérialisme berlinois; elle redoute de ne pouvoir prendre la tête d'un front unique capitaliste européen, bien qu'elle serait encore en mesure, à l'intérieur même du Cartel, de se servir d'antagonismes qu'elle aiguiserait. Le capital anglais ne domine-t-il pas l'industrie et même l'Etat belge, et cela ne suffirait-il pas pour pousser un coin à l'intérieur du bloc franco-allemand?

Au fond, ce doit être Arnold Rechberg qui a raison, lorsque, dans ses innombrables lettres à *l'Avenir*, il prétend que « dès que l'alliance formi-

dable entre le minerai français et le charbon allemand deviendrait un fait, les Anglais ne pourraient que demander à être admis dans cette combinaison. » Les milieux britanniques se tâtent, sachant bien qu'à l'époque présente c'est sans grandes prétentions qu'ils devraient entrer dans le Cartel, mais il semble bien qu'ils y seront fatalement entraînés.

Mais quelle que soit l'orientation prochaine de la sidérurgie d'Outre-Manche, il faut signaler l'émotion qui s'est emparée des milieux industriels américains à l'annonce de l'alliance du coke et de la minette d'Allemagne et de France. Les exportateurs américains, qui expédient en Extrême-Orient et dans l'Amérique du Sud près d'un million et demi de tonnes d'acier par an, se sont sentis directement visés, et M. Hower, secrétaire d'Etat au commerce, a ordonné une enquête sur la situation ainsi créée. Les enquêteurs ne seront pas sans remarquer l'abondance d'articles de presse contenant des menaces de ce genre: « C'est seulement après la conclusion d'un cartel par l'ensemble du continent que l'industrie européenne du fer sera en état de faire face à l'industrie américaine pour traiter avec elle d'égale à égale ». Il est même curieux de voir les banquiers allemands exalter la solidarité européenne face à l'emprise américaine, aujourd'hui qu'ils ont réussi à convertir les crédits à court terme en engagements à longue échéance...

Elargissement du champ de la concurrence, qui peut être demain un champ de bataille, alliance momentanée de rivaux d'hier contre un rival commun, préparation de guerres impérialistes plus vastes, voilà ce qu'il y a derrière les phrases pacifistes de Krupp et de Wendel, de Renaudel et Jouhaux!

Le devoir ouvrier

Enfin, nous ne devons pas oublier qu'il existe à l'est de l'Europe un immense marché encore neuf qui sollicite des produits métallurgiques des pays capitalistes qui l'entourent. Le front unique des industriels de l'Europe continentale, en augmentant leurs forces, en atténuant provisoirement leurs dissensions, ne leur permettra-t-il pas de forger plus facilement des plans de brigandage contre la Russie des Soviets?

Il est bon d'insister sur la puissance que représentent les grands féodaux du fer et de l'acier. Ils parlent en maîtres aux gouvernements. C'est dans les conciliabules de Paris et de Bruxelles qu'on arrange les entrevues de Thoiry, qu'on dicte leur politique aux ministres des Affaires étrangères, et, devant les forces économiques que constituent le Comité des Forges et le Cartel allemand de l'acier, on voit même Poincaré rentrer sa rage patriotarde et von Seeckt abandonner le commandement de la Reichswehr. Illustration parfaite des réalités du régime démocratique! Le rapprochement politique franco-allemand comme l'alliance des maîtres de forges sont des signes du renforcement relatif du capitalisme international.

Unis sur les marchés mondiaux, les industriels du fer et de l'acier le seront aussi contre leurs exploités pour imposer des réductions de salaires, organiser le chômage si c'est nécessaire, briser les grèves même nationales. Il est évident qu'ils se soutiendront mutuellement contre les tentatives de révoltes de leurs ouvriers, en vertu même de la communauté d'intérêts qu'ils viennent de réaliser.

Aux menaces de guerres impérialistes amplifiées, aux dangers accrus qui encerclent l'Union soviétique, à la concentration de leurs maîtres, il faut opposer la puissance unie et la concentration de la classe ouvrière de tous les pays. Création de fortes organisations d'industrie englobant tous les travailleurs du fer et de l'acier, unité syndicale internationale, extension à l'échelle mondiale des luttes prolétariennes restent nos mots d'ordre plus actuels que jamais. Nous laissons aux réformistes des solutions aussi inopérantes que le contrôle des trusts par la chancelante Société des Nations de proie ! Le contrôle ouvrier, le seul efficace, ne s'institue que par la lutte de classe sans atténuation : c'est l'Internationale ouvrière seule qui, guidée par l'Internationale communiste, vaincra l'Internationale de l'acier !

Le 12 octobre 1926.

J. Berlioz.



== Les problèmes de la construction == du socialisme au lendemain de la révolution



Au moment où les discussions du parti russe attirent l'attention des militants sur les problèmes de la construction du socialisme, nous avons jugé utile de donner à nos lecteurs quelques extraits de Marx et d'Engels sur la question.

Soixante-dix ans avant la première révolution prolétarienne, Marx et Engels s'étaient déjà préoccupés de ces problèmes que les opportunistes de la II^e Internationale s'appliquèrent ensuite à laisser dans l'ombre.

Quand on songe que les textes cités plus bas ont été écrits soit vers 1848 (bien avant la Commune de Paris), soit vers 1875, on ne peut manquer d'admirer la prévision géniale qu'ils révèlent.

Nous demandons à nos camarades de tenir compte, au cours de leur lecture, de ces dates et de l'état social, économique et politique des grands pays européens d'alors (France, Angleterre, Allemagne) s'ils ne veulent être surpris ou arrêtés par certains passages des analyses de Marx et d'Engels ou certaines mesures préconisées par eux, quant à la prise du pouvoir ou à la marche vers le socialisme.

Mais ce qui se dégage nettement de leurs exposés, c'est qu'après l'établissement de la dictature du prolétariat, ce n'est pas d'un seul bond, mais à la suite d'une série de mesures graduées et progressives, que s'édifiera la société socialiste.

C'est dans ce sens qu'on a pu dire que la Nep était contenue en germe dans certains passages des œuvres de Marx.

Dans le prochain numéro des Cahiers nous publierons d'autres citations de Marx et d'Engels. Nous commencerons ensuite la publication d'extraits de Lénine sur le même sujet.

LA RÉDACTION DES « CAHIERS ».

Extraits des *Principes du Communisme* (1847) (1)

17° question. — LA SUPPRESSION DE LA PROPRIÉTÉ EST-ELLE POSSIBLE D'UN SEUL COUP ?

Réponse. — Non, pas plus que les forces productives déjà existantes ne se laissent d'un seul coup multiplier au point de permettre du jour au lendemain l'établissement du communisme. La Révolution prolétarienne ne pourra par conséquent que peu à peu transformer la société actuelle, et ne pourra supprimer la propriété privée que quand on aura créé la quantité nécessaire de moyens de production.

18° question. — QUEL COURS PRENDRA CETTE RÉVOLUTION ?

Réponse. — Elle établira tout d'abord une constitution démocratique et, par là, directement ou indirectement, la domination politique du prolétariat. Directement, en Angleterre, où les prolétaires constituent déjà la majorité du peuple. Indirectement, en France et en Allemagne, où la majorité du peuple consiste non seulement en prolétaires, mais aussi en petits paysans et en petits bourgeois qui ne sont encore qu'en voie de prolétarisation, et dépendent, en tout ce qui concerne leurs intérêts politiques, plus ou moins du prolétariat, et devront donc, par conséquent, se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière. Cela nécessitera peut-être une deuxième lutte, mais qui ne peut se terminer que par la victoire du prolétariat.

La démocratie serait sans aucune utilité pour le prolétariat, s'il ne l'utilisait pas immédiatement pour prendre des mesures comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat. Les plus importantes de ces mesures, telles qu'elles sont dès maintenant indiquées comme étant les conséquences nécessaires de la situation présente, sont les suivantes :

1° Réduction de la propriété privée au moyen d'impôts progressifs, de forts impôts sur les héritages, suppression de l'héritage en ligne collatérale (frères, neveux, etc...), emprunts forcés, etc.;

2° Expropriation progressive des propriétaires fonciers, des fabricants, des propriétaires de chemins de fer et armateurs, en partie au moyen de la concurrence de l'industrie d'Etat, en partie directement contre indemnité en assignats;

3° Confiscation des biens de tous les émigrés et rebelles à la majorité du peuple;

4° Organisation du travail ou occupation des ouvriers dans les domaines, les fabriques et ateliers nationaux, en supprimant la concurrence des ouvriers entre eux, et en obligeant les fabricants qui subsisteront encore à payer le même salaire élevé payé par l'Etat;

(1) Voir les nos 51 et 52 des *Cahiers du Bolchévisme* où « les Principes du Communisme » ont été publiés avec une préface explicative de Marcel Ollivier.

5° Obligation égale au travail pour tous les membres de la société jusqu'à la suppression complète de la propriété privée; constitution d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture;

6° Centralisation dans les mains de l'Etat du système du crédit et du commerce de l'argent, au moyen de la constitution d'une banque nationale, avec un capital d'Etat et suppression de toutes les banques privées;

7° Multiplication des fabriques nationales, chemins de fer, navires, défrichement de toutes les terres et amélioration des terres déjà cultivées, au fur et à mesure qu'augmenteront les capitaux et les forces ouvrières dont dispose le pays;

8° Education de tous les enfants, à partir du moment où ils peuvent être enlevés aux soins maternels, dans des institutions nationales et aux frais de la nation;

9° Construction de grands palais sur les domaines nationaux pour servir de logements à des communautés de citoyens, exerçant l'industrie ou l'agriculture, et unissant les avantages de la vie citadine à ceux de la vie à la campagne, sans avoir leurs défauts;

10° Destruction de toutes les habitations et quartiers insalubres et mal construits;

11° Droit d'héritage égal aux enfants légitimes et non légitimes;

12° Concentration de tous les moyens de transport dans les mains de l'Etat.

Toutes ces mesures ne pourront naturellement pas être appliquées d'un seul coup. Mais l'une entraîne nécessairement la suivante après elle. Une fois accomplie la première atteinte radicale à la propriété privée, le prolétariat se verra obligé d'aller toujours de l'avant et de concentrer de plus en plus tout le capital, l'agriculture et l'industrie, les transports et les échanges dans les mains de l'Etat. C'est le but que poursuivent toutes ces mesures, et elles seront applicables et devront réaliser leurs conséquences centralisatrices exactement dans la même proportion où les forces productives du pays seront augmentées par le travail du prolétariat. Enfin, quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés dans les mains de l'Etat, la propriété privée tombera d'elle-même, l'argent deviendra superflu et la production augmentée, et les hommes transformés à tel point qu'on pourra également supprimer les derniers rapports de l'ancienne société.

ENGELS.

Extraits du *Manifeste communiste* (1847)

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arra-

cher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

Ceci, naturellement, ne pourra s'accomplir, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par la prise de mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

Ces mesures, bien entendu, seront fort différentes dans les différents pays.

Cependant, pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes pourront assez généralement être mises en application :

- 1° Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'Etat;
- 2° Impôt fortement progressif;
- 3° Abolition de l'héritage;
- 4° Confiscation de la propriété de tous les émigrés et de tous les rebelles;
- 5° Centralisation du crédit dans les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale dont le capital appartiendra à l'Etat, et qui jouira d'un monopole exclusif;
- 6° Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport;
- 7° Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production; défrichement des terrains incultes et amélioration des terres cultivées, d'après un plan général;
- 8° Travail obligatoire pour tous; organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture;
- 9° Combinaison du travail agricole et du travail industriel; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne;
- 10° Education publique et gratuite de tous les enfants; abolition du travail des enfants dans les fabriques, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Combinaison de l'éducation avec la production matérielle, etc..

KARL MARX et ENGELS.

Extraits de *La critique du programme de Gotha* (1875) (1)

Si nous prenons d'abord le mot « produit du travail » (*Arbeits-ertrag*) dans le sens d'objet créé par le travail (*Produkt der Arbeit*),

(1) C'est au Congrès de Gotha (1875) que fut fondée par la fusion des partis lassalien et marxiste la social-démocratie allemande. Le programme qui fut alors adopté par le Congrès suscita une vigoureuse critique de Karl Marx plus tard publiée en brochure sous le titre *La critique du programme de Gotha*.

alors le produit du travail de la communauté, c'est « la totalité du produit social ».

Là-dessus, il faut défalquer :

- 1° De quoi remplacer les moyens de production usagés;
- 2° Une fraction supplémentaire pour accroître la production;
- 3° Un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc.

Ces défalcatons sur le « produit intégral du travail » sont une nécessité économique, dont l'importance se déterminera d'après l'état des moyens et des forces en jeu, en vertu, partiellement, du calcul des probabilités; en tout cas, n'ont-elles rien à voir avec l'équité.

Reste l'autre partie du produit total, destinée à la consommation.

Mais avant de procéder à la répartition individuelle, il faut encore retrancher :

1° *Les frais généraux d'administration, qui sont indépendants de la production.*

Cette fraction, comparativement à ce qu'il en est dans la société actuelle, se trouve aussitôt réduite et elle décroît à mesure que se développe la société nouvelle;

2° *Ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté, écoles, installations sanitaires, etc.*

Cette fraction grandit immédiatement en importance, comparativement à ce qui se passe dans la société actuelle, et cette importance s'accroît à mesure que se développe la société nouvelle.

3° *Le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc., bref ce qui relève de ce qu'on nomme aujourd'hui l'assistance publique officielle.*

Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais telle qu'elle vient, au contraire, de *sortir* de la société capitaliste; par conséquent, une société qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle sort. Le producteur reçoit donc individuellement — l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel du travail. Par exemple, la journée sociale de travail représente la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux une quantité d'objets de consommation correspondante à la valeur de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme.

C'est évidemment ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est un échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien d'autre que des objets de consommation individuelle ne peut entrer dans la propriété de l'individu. Mais en ce qui concerne le partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme.

Le *droit égal* est donc toujours ici, en principe, le *droit bourgeois*, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui l'échange de valeurs équivalentes n'existe pour les marchandises qu'en moyenne et non dans les cas particuliers.

En dépit de ce progrès, le *droit égal* reste toujours contenu dans des limites bourgeoises. Le droit du producteur est *proportionnel* au travail qu'il a fourni; l'égalité consiste ici dans l'emploi du travail comme unité commune.

Mais un individu l'emporte physiquement et moralement sur un autre, il fournit donc dans le même temps plus de travail ou peut travailler plus de temps; et le travail, pour servir de mesure, doit avoir sa durée ou son intensité précisées, sinon il cesserait d'être unité. Ce *droit égal* est un droit inégal pour un travail inégal. Il ne reconnaît aucune distinction de classe parce que tout homme n'est qu'un travailleur comme un autre; mais il reconnaît tacitement l'inégalité des dons individuels et par suite des capacités productives comme des privilèges naturels. *C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit.* Le droit par sa nature ne peut insister que dans l'emploi d'une même unité; mais les individus inégaux (et ce ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux) ne sont mesurables d'après une unité commune qu'autant qu'on les considère d'un même point de vue, qu'on ne les saisit que sous un aspect *déterminé*, par exemple, dans le cas donné, qu'on ne les considère *que comme travailleurs*, rien de plus et indépendamment de tout le reste. Autre chose : un ouvrier est marié, l'autre non; l'un a plus d'enfants que l'autre, etc., etc. A égalité de travail et par conséquent à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter toutes ces difficultés, le droit devrait être, non pas égal, mais inégal.

Mais ce sont là difficultés inévitables dans la première phase de la société communiste, telle qu'elle est sortie de la société capitaliste après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être à un niveau plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation sociale qui y correspond.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la

division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu, non seulement le moyen de vivre, mais même le premier besoin de l'existence; quand, avec le développement en tous sens des individus, les forces productrices iront s'accroissant, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*.

Le programme n'a pas à s'occuper, pour l'instant, de cette dernière, non plus que de la nature de l'Etat futur dans la société communiste.

KARL MARX.

Extraits de *La question du logement*

Comment résoudre la question des logements ? Dans la société actuelle, elle se résoud absolument de la même façon que n'importe quelle autre question sociale : par un équilibre économique s'établissant peu à peu entre l'offre et la demande, solution qui remet perpétuellement le problème en question, c'est-à-dire qui n'aboutit à aucune solution. De quelle façon la révolution sociale résoudra-t-elle cette question, cela ne dépend pas seulement des circonstances de temps et de lieu, cela est en rapport aussi avec des questions qui vont beaucoup plus loin, et dont une des principales est la question de la suppression de l'antagonisme entre la ville et la campagne. Comme nous ne nous occupons pas d'imaginer des systèmes utopiques d'organisation d'une société future, il serait au moins oiseux de nous y arrêter. Une seule chose est incontestable, c'est qu'actuellement dans les grandes villes, il y a assez d'immeubles pour satisfaire aux *besoins* réels, à condition qu'on les utilise rationnellement. Cette mesure n'est réalisable naturellement qu'à la condition d'exproprier les propriétaires actuels et d'installer dans ces immeubles les travailleurs sans logis, ou vivant actuellement dans des logements surpeuplés. Dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure, dictée par des raisons d'intérêt public, sera aussi facilement réalisable que les autres expropriations et saisies d'immeubles opérées par l'Etat actuel.

ENGELS.

La marche victorieuse des armées cantonaises

== est une étape vers l'affranchissement de la Chine ==



La marche victorieuse des armées cantonaises, parties de l'extrême sud de la Chine et aujourd'hui installées en plein cœur du pays, à Hankéou, Han-Yang, Ou-Tchang, a mis le monde capitaliste dans un état de stupeur et de véritable désarroi.

Il y a trois mois que Ou Pei Fou, à l'instigation de l'Angleterre et en alliance avec Tchang-Tso-Lin, entreprit une expédition militaire contre le « péril rouge », en l'espèce le gouvernement de Canton. Or, les « rouges » l'emportent et abattent Ou Pei Fou.

Devant un pareil effondrement de sa manœuvre antirévolutionnaire, l'Angleterre est prise de panique et envoie dans les eaux chinoises, canonnières, croiseurs, contre-torpilleurs, porte-avions, sans discontinuer. Son affolement est tel, qu'impatiente d'agir, elle n'a pas hésité à bombarder la ville ouverte de Wan-Hsien et à y massacrer la population.

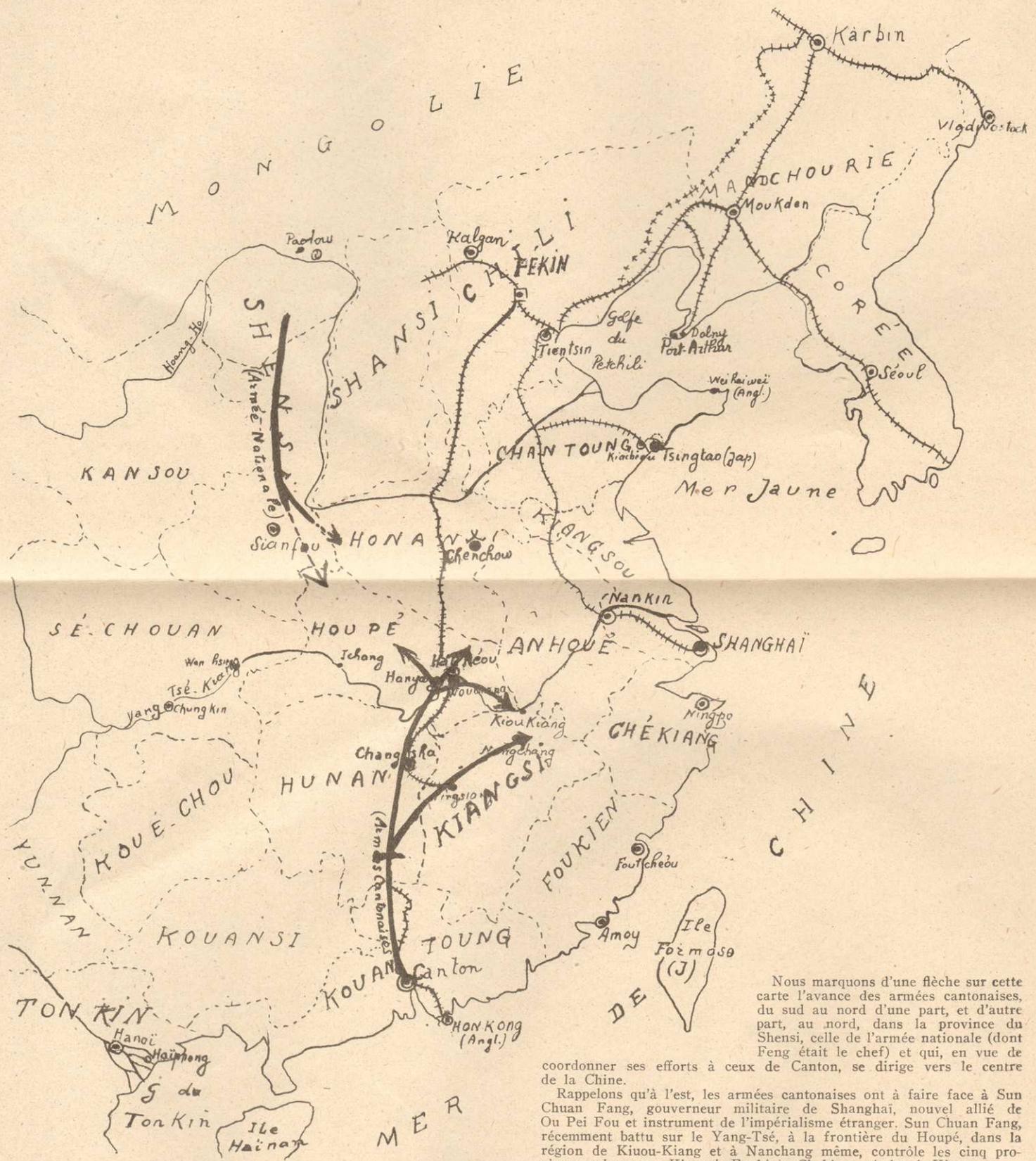
Cet exploit sanglant qui a soulevé l'indignation dans toutes les couches de la population chinoise, a aggravé, sinon irrémédiablement compromis sa situation en Chine déjà fort difficile depuis les fusillades de Shanghai, auxquelles se livra sa police en mai-juin 1925. En représaille de ce massacre d'ouvriers et d'étudiants chinois, l'Angleterre se vit appliquer le boycottage de ses marchandises. Son commerce en a souffert si durement, ses pertes ont été si grandes que les capitalistes intéressés de Grande-Bretagne se mirent à lancer des cris de guerre contre Canton, centre du mouvement de boycottage et voisin de la possession anglaise de Hong-Kong.

D'une expédition de troupes anglaises proprement dite, on n'y pouvait songer. On se servit alors de Ou Pei Fou, lui-même très acharné contre les « rouges » et dénonçant le « péril bolchéviste ».

Le résultat en a été que la révolution que l'on voulait écraser dans l'œuf coule à pleins bords et que l'Angleterre a ajouté à son crime inexpiable de Shanghai, celui de Wan-Hsien dont elle ne se relèvera pas aux yeux de la population chinoise.

Les puissances guettent le moment propice pour intervenir

Bien entendu, elle n'abdiquera pas pour cela. Elle s'évertue au contraire à entraîner les autres puissances dans une intervention destinée à briser les Cantonais.



Nous marquons d'une flèche sur cette carte l'avance des armées cantonaises, du sud au nord d'une part, et d'autre part, au nord, dans la province du Shensi, celle de l'armée nationale (dont Feng était le chef) et qui, en vue de coordonner ses efforts à ceux de Canton, se dirige vers le centre de la Chine.

Rappelons qu'à l'est, les armées cantonaises ont à faire face à Sun Chuan Fang, gouverneur militaire de Shanghai, nouvel allié de Ou Pei Fou et instrument de l'impérialisme étranger. Sun Chuan Fang, récemment battu sur le Yang-Tsé, à la frontière du Houpeï, dans la région de Kiou-Kiang et à Nanchang même, contrôle les cinq provinces suivantes : Kiangsi, Foukien, Chekiang, Anhoué, Kiangsou. O Chenchow, dans le Honan, est le quartier général de Ou Pei Fou.

Mais le temps n'est plus où, à propos du meurtre d'un missionnaire — envoyé en Chine par les impérialistes pour violenter les consciences comme ils se sont emparé des territoires — une expédition en règle comme celles du passé peut être engagée, une de ces expéditions qui n'étaient pas seulement punitives mais fructueuses et se terminaient par l'occupation de nouvelles grandes villes ou ports.

Les choses ont évolué en Chine, et la question qui se pose aujourd'hui pour les puissances est de conserver le fruit de leurs rapines de près d'un siècle. Une révolution triomphante signifie pour elles qu'elles auront à rendre gorge des biens et privilèges extorqués.

Aussi, peut-on les voir anxieuses, fébriles, mobilisant leurs forces navales, ne sachant encore comment elles interviendront, mais décidées à saisir ou même à susciter l'occasion qui leur permettra d'agir.

Comment les puissances ont asservi la Chine

Nous avons, dans un article des *Cahiers* du 18 mars, donné un aperçu des diverses expéditions entreprises en Chine par les puissances depuis la guerre de l'Opium faite par l'Angleterre en 1840-1842. Nous avons indiqué le butin qu'elles se taillèrent après chacune de ces expéditions et consistant en une prise de possession de provinces, de villes, de ports, sous le camouflage de « concessions », en l'extorsion de traités commerciaux, d'exploitations de mines, de constructions de chemins de fer, etc.

Ce que sont les « Concessions »

Nous allons, aujourd'hui, montrer ce que sont ces « concessions », les droits exorbitants que se sont arrogés les puissances par l'application du droit d'exterritorialité dans les concessions, comment, d'autre part, elles ont mis la main sur les ressources financières de l'Etat chinois, réduisant celui-ci à l'impuissance et à un assujettissement complet.

Une excellente et juste définition des « concessions » a été donnée par M. Georges Dubarbier dans son livre : *La Chine contemporaine, politique et économique*. Nous la citerons car elle constitue en même temps un aveu intéressant à recueillir de la plume d'un bourgeois, que lesdites « concessions » sont une pure aliénation de territoire.

« Il existe, écrit-il, sur le territoire chinois, des îlots étrangers dans lesquels lesdits étrangers vivent de leur vie nationale propre, sont régis par les lois de leur pays et par des règlements spéciaux. C'est, légalement parlant, une existence en marge de la vie chinoise. Tout se passe comme si une portion de territoire national avait suivi chaque individu pour former sur le territoire chinois, aux endroits désignés, une réplique de la

mère-patrie. Sans doute, le gouvernement chinois a pris soin de ne pas se dessaisir complètement de sa souveraineté; les étrangers ne sont pas propriétaires des terrains de la concession, ils payent annuellement une taxe au gouvernement chinois. Le sol de la concession reste toujours « terre chinoise ». Mais en fait, c'est une location forcée, acceptée par le gouvernement chinois, un affermage perpétuel et, hormis le geste symbolique du paiement de la taxe, les étrangers sont considérés comme propriétaires véritables. »

Les concessions jouissant du droit d'exterritorialité le plus absolu permettent aux étrangers d'y vivre comme chez eux. Ceux-ci les administrent, en assurent la police et la défense. Les troupes chinoises ne peuvent entrer sur le territoire de la concession, mais des corps de volontaires et des troupes étrangères y séjournent.

Il existe des concessions « nationales » (françaises, anglaises, japonaises, etc.) et des concessions internationales.

Les premières sont administrées par un conseil municipal choisi parmi les commerçants résidants de ladite possession et présidé par le Consul. Les étrangers y ont leur presse, leurs tribunaux.

Les concessions internationales sont administrées par un conseil pris également parmi les résidants qui élisent un président.

La police de la concession internationale de Shanghai est assurée par les Anglais. On sait de quelle manière elle s'est illustrée lors des grèves de mai-juin 1925.

Les Chinois ne résident sur les concessions que par tolérance. Ils doivent souscrire aux règlements de voirie et de police, et le droit de prendre part aux organisations municipales leur est refusé. Ils n'ont aucun recours possible contre l'expulsion et sont nettement dans la situation d'étrangers.

Le travailleur chinois lutte contre l'exploitation de classe et la domination étrangère

C'est dans ces conditions révoltantes que l'ouvrier chinois embauché par les entreprises étrangères des concessions doit travailler. Il est ainsi doublement exploité, dans ses droits d'autochtone à qui l'on a ravi jusqu'au sol national, et comme salarié dérisoirement rétribué, faisant douze à quinze heures de travail journalier, femmes et enfants compris.

Le bon marché de la main-d'œuvre et la docilité des travailleurs firent de la Chine le « paradis des entrepreneurs », écrivit un jour le consul britannique de Tchéou, dans un rapport publié dans le Livre Bleu.

Le « paradis capitaliste » est un véritable enfer pour les travailleurs chinois. Aussi, ont-ils pris, au cours de ces dernières années, conscience de l'exploitation dont ils sont victimes et de leurs intérêts de classe. Ils se sont organisés en syndicats dont le nombre des adhérents atteint plus d'un demi-million. Nous ne pouvons pas

nous étendre aujourd'hui sur le chapitre des forces ouvrières et paysannes chinoises. Nous en avons parlé dans un article des *Cahiers* du 31 mai dernier. Qu'il nous suffise de répéter que le jeune prolétariat chinois, surgi de l'exploitation capitaliste étrangère, a brûlé les étapes en accumulant des expériences douloureuses, et lutte aujourd'hui sur le même plan que les prolétaires évolués des pays occidentaux. Mais sa situation est différente en ce sens qu'il a à faire face, à la fois à l'exploitation de classe et à la domination étrangère. Le sentiment de classe s'éveille chez lui sans être contrarié par le sentiment national ou sans contrarier ce dernier. Celui-là se superpose à celui-ci. Tous les deux se complètent et se renforcent. Cette particularité ne doit à aucun moment être perdue de vue. Elle montre toute l'ampleur du problème de l'émancipation chinoise.

Puisque nous nous sommes aujourd'hui plus particulièrement arrêté à la question des « concessions » qui sont l'un des signes de l'esclavage de la Chine, nous pensons qu'il est intéressant de les énumérer et d'en indiquer les bénéficiaires :

Concessions françaises : Shanghai, Canton, Tien-Tsin, Hankéou;

Concessions anglaises : Amoy, Canton, Hankéou, Kiou-Kiang, Tchen-Kiang, Tien-Tsin, Niou-Tchiang;

Concessions japonaises : Amoy, Hankéou, Tchong-King, Tien-Tsin, Hang-Tchéou, Sou-Tchéou;

Concession américaine : Amoy;

Concession italienne : Tien-Tsin;

Concession belge : Tien-Tsin;

Concessions internationales : Shanghai, Amoy, Fou-Tchéou, Ning-Po, Wou-Hou, Nankin, Tsinan, Tchéou-Tsouen, Wei-Hien, Niou-Tchouang, Hang-Tchéou, Sou-Tchéou.

On remarquera la part infime de l'Amérique dans ce butin. C'est que l'Amérique est venue tard dans la ruée des capitalistes en Chine. Si l'on excepte l'expédition des Boxers en 1900, elle n'a pas participé aux guerres menées en Chine par les impérialistes. Sa pénétration s'est faite — et elle en tire avantage auprès des Chinois — « pacifiquement ». Elle a inondé de ses produits le marché chinois, de même qu'elle a su habilement, et toujours « pacifiquement », en capter les matières premières. La concurrence, sur ce même marché, des autres puissances jouissant de prérogatives énormes, gênant l'Amérique, celle-ci convoqua la fameuse Conférence de Washington de 1921 qui fit admettre aux puissances le principe de la « porte ouverte », de « chance égale » pour tous sur le marché chinois. Principe resté lettre morte. Rien n'a été modifié; les rivalités et compétitions des puissances s'exercent toujours sournoisement ou ouvertement. Nous en parlerons dans un prochain article à propos de la question du Pacifique qui se confond avec la question chinoise.

Les puissances sont maîtresses des ports et centres importants du pays

Nous avons signalé à grands traits le régime des « concessions ». Mais la mainmise des puissances ne se limite pas aux seules concessions. Par les ports qu'elles se sont fait ouvrir, par les concessions d'exploitation de chemins de fer, etc., qu'elles ont arrachées à la Chine pour leurs nationaux, elles détiennent, non seulement les centres commerciaux du pays, mais les points stratégiques mêmes de la Chine entière. Par les mines et autres exploitations, elles ont pris les richesses du sol.

49 ports ont été ouverts aux puissances étrangères par les traités imposés à la Chine.

Les plus importants et les plus connus de ces ports sont : Amoy, Canton, Shanghai, Hankéou, Fou-Tchéou, Kiou-Kiang, Tien-Tsin, Swatow (par l'Angleterre); Dairen, Harbin, Sou-Tchéou, etc. (par le Japon); Nankin, etc. (par la France).

Dans cette énumération n'est pas compris le port de Hon-Kong, que l'Angleterre, avec l'île où est situé le port, a annexé purement et simplement lors de la guerre de l'Opium.

Il serait trop long d'énumérer quantité d'autres droits et privilèges que les puissances se sont octroyés.

Leur mainmise sur les tarifs douaniers

Nous ne signalerons que l'importante question des tarifs douaniers, soulevée à la Conférence de Washington et non encore réglée. C'est une de celles qui tiennent le plus au cœur des Chinois. Depuis quatre-vingts ans, les puissances ont interdit à la Chine de prélever sur les importations une taxe supérieure à 5 p. 100. Les Chinois qui exportent des marchandises à l'étranger payent, eux, le tarif maximum. On voit là l'inégalité de traitement. Et quand on songe au changement des prix qui s'est produit depuis quatre-vingts ans, le maintien, dans les conditions économiques présentes, du taux dérisoire de 5 p. 100, montre les scandaleux bénéfices râflés par les capitalistes sur le marché chinois.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement chinois n'a même pas la libre disposition des droits de douane. L'administration douanière est aux mains des étrangers et la direction confiée à un Anglais. Avant de transmettre les recettes de cette administration, les puissances qui en ont fait une garantie du paiement de l'indemnité des Boxers et de divers emprunts, prélèvent leur part. Ce qui revient à priver totalement ou à peu près de ces ressources le gouvernement central.

Celui-ci, dépossédé de tout, ne peut vivre qu'en s'asservissant à telle ou telle puissance. Les impérialistes le savent et entretiennent un état de choses qui leur est profitable. Dans la lutte des *toukiuns*

(gouverneurs militaires des provinces) pour le pouvoir central, les puissances tirent les ficelles et poussent les compétiteurs, tantôt les uns contre les autres, tantôt en des coalitions dirigées contre la révolution.

Les *toukiuns* qui ne forment que des clans d'ambitions et d'intérêts personnels, ne parviennent ni les uns ni les autres à se maintenir dans la capitale quand ils l'ont conquise. On a vu tour à tour dominer à Pékin des hommes représentant l'une ou l'autre des puissances dominant en Chine : Tsao Kun et Ou Pei Fou, dévoués à l'Amérique, Tuan Tsi Joui et Tchang Tso Lin, instruments du Japon; puis (c'est la combinaison du moment) Tchan Tso Lin et Ou Pei Fou, deux rivaux d'hier, alliés contre le Kuomintang et les armées nationales du nord (Kuominchun).

L'impuissance marquée par ces deux singuliers alliés, Tchang Tso Lin et Ou Pei Fou, de constituer un gouvernement à Pékin qui pût leur agréer à tous les deux, est le reflet des rivalités et compétitions des puissances qui manœuvrent derrière eux.

La révolution libérera la Chine

Le chaos dans lequel est plongée la Chine ne cessera que par le triomphe de la révolution qui balayera tous les compétiteurs, libérera le pays de l'oppression étrangère, qui travaillera à la reconstruction nationale, unira les provinces divisées, dominées et rançonnées par les *toukiuns*.

Le prolétariat organisé de Chine, la paysannerie, la jeunesse universitaire, les petits artisans et marchands, presque toute la presse indigène, marchent avec le Kuomintang qui poursuit avant toute chose la libération de la Chine de l'impérialisme étranger. A ce titre, le Parti communiste chinois lui apporte tout son concours, car il n'y a pas de révolution possible tant que l'impérialisme étranger ne sera pas délogé de ses positions en Chine. Nous avons montré en quoi consistent quelques-unes de ces positions. Cela permettra, nous l'espérons, de comprendre le sens contenu dans les mots d'ordre du mouvement prolétarien et révolutionnaire chinois, et qui sont : « A bas les traités scélérats ! » Ce qui veut dire : contre les « concessions », contre le pouvoir des étrangers sur les douanes et sur les chemins de fer chinois, contre l'exterritorialité, contre les tribunaux consulaires ! Et ce qui veut dire enfin : « Pour la Chine libre, indépendante et souveraine ! »

L. Leiciague.



La lutte du patronat contre l'échelle mobile



Notre camarade Le Gléo écrivait tout récemment, dans nos *Cahiers*, que l'échelle mobile avait pour but d'*assurer au salaire sa capacité d'achat*. C'est profondément exact. Et il y a des années que nous luttons ferme, dans les syndicats, précisément pour que nos salaires, tout en n'étant pas diminués *effectivement* — (c'est-à-dire, par exemple, qu'un salaire de 2 fr. 50 l'heure ne soit pas ramené à 2 fr. 25) — ne le soient pas *dans leur capacité d'achat*.

Tous les ouvriers calculent, lorsqu'ils touchent 2 fr. 50 par heure, à une époque donnée, ce qu'ils peuvent acheter avec ce salaire. Et si, en janvier d'une année, ils peuvent se procurer, avec cette somme, une livre de pain et une livre de pommes de terre (les deux denrées étant à 1 fr. 25 la livre), ils se rendent aisément compte, en juin de la même année, lorsque la livre de pain et celle des pommes de terre sont passées à 1 fr. 40 la livre, qu'ils gagnent peut-être toujours le même salaire horaire qu'en janvier, mais qu'en réalité il leur manque 0 fr. 30 pour effectuer les mêmes achats en juin.

Leur salaire n'a pas été diminué *effectivement*, mais du fait de la hausse du coût de la vie, il l'a été dans la capacité d'achat qu'il représentait.

Avant-guerre, lorsque dans les syndicats, on se rendait compte d'une telle situation, on déposait tout simplement une demande d'augmentation de salaires. Si le patronat — cas assez rare — l'acceptait d'emblée, point de grève. Mais s'il répondait par un refus, les ouvriers désertaient l'atelier et, suivant la formule consacrée, déclaraient qu'ils étaient *décidés à lutter jusqu'à complète satisfaction*, c'est-à-dire jusqu'au rajustement du salaire au coût de la vie, évalué ainsi fort arbitrairement.

Avant-guerre, comme aujourd'hui, les différents mouvements de salaires se terminaient soit par des succès, soit par des demi-succès, soit par des échecs.

Ce sont là des vérités simplistes, que nul n'a la possibilité de contester.

Or, que nous a apporté de nouveau l'échelle mobile ? Ceci : à une méthode arbitraire de revendications de salaires, elle a substitué une méthode scientifique de calcul des prix et des salaires ; à une méthode désordonnée d'agitations sporadiques, elle tend à substituer quelque chose de coordonné ; dans une période où les crises économiques s'accroissent, où la montée des prix est constante, rapide, elle vise à lutter contre la sous-consommation qui menace la classe ouvrière.

Les « syndicalistes » qui se dressent aujourd'hui contre cette forme de revendications ne sont donc rien autre que des misonéistes, c'est-à-dire des gens effrayés *a priori* contre tout ce qui leur apparaît comme nouveau. Et, dans cet ordre, les chefs confédérés — aujourd'hui revenus de leur erreur sous la poussée des masses — méritent, certes, la palme.

L'échelle mobile du patronat

Nous avons l'échelle mobile des prix du gaz, des transports, de l'électricité, des tabacs. C'est là une réalité.

Nos patrons — et de nombreuses circulaires, de nombreux articles en sont la preuve — n'ont cessé de revendiquer l'échelle mobile des prix de vente. Le patronat du Bijou, du Bâtiment, de la Métallurgie est passé maître en ce domaine.

Les industriels ont revendiqué l'échelle mobile pour la taxe de luxe. Dans de nombreux domaines (matières premières, établissement du prix de revient, devis d'entreprise, etc.), ils n'ont cessé d'appliquer l'échelle mobile.

Mais pour les salaires de leurs ouvriers, ils se sont refusés à la mettre en pratique. Et il est fréquent de faire des constatations de ce genre : pour un article vendu 100 francs, l'ouvrier est payé 2 fr. 50 de l'heure ; quand le même article est vendu 150 francs, l'ouvrier gagne toujours le même prix horaire.

Les patrons répondent que c'est la matière première qui est augmentée. Seulement, ils oublient de spécifier que cette matière première ne vient pas seule. Il a fallu, pour la confectionner, la manipuler ou l'extraire, d'autres ouvriers dont les salaires n'ont pas non plus été augmentés.

Certes, nous savons bien qu'il est d'autres éléments qui interviennent dans l'élaboration du prix de revient ; certes, nous savons aussi qu'il est d'autres éléments de la valeur d'un produit. Mais nous n'avons voulu, ici, que donner des exemples simples, à portée de tous les travailleurs, qui savent parfaitement que leurs exploiters réalisent des bénéfices de plus en plus grands sur leur travail.

Un cas typique : Vienne

La *Journée Industrielle* a tout récemment publié le filet suivant :

DANS LE TEXTILE VIENNOIS

LES INDUSTRIELS DÉCIDENT DE CONTENIR L'ACCROISSEMENT INDÉFINI DES SALAIRES AFIN DE S'OPPOSER A LA MONTÉE DES PRIX

Vienne, 7 octobre. — Depuis 1920, fonctionne à Vienne une commission paritaire chargée de constater, chaque trimestre, l'augmentation ou la diminution du coût de la vie de façon à y ajuster périodiquement les salaires. Cette commission fonctionne d'accord avec la Chambre syndicale patronale de l'Industrie drapière viennoise et les syndicats ouvriers : syndicat de la C. G. T. et syndicat féminin de la C. F. T. C.

Au cours du dernier trimestre, l'accroissement des prix des denrées a atteint 24 p. 100. Il est apparu que l'augmentation automatique des salaires était constamment suivie d'un renchérissement des denrées par répercussion d'ordre local aussi bien que d'ordre général.

Dans ces conditions, les industriels, quel que soit leur désir de donner satisfaction à leurs ouvriers, ont décidé de prendre la responsabilité de s'opposer à une montée continue des prix de vente et, en conséquence, de n'accorder qu'une augmentation correspondant à 14 p. 100 du relèvement du prix de la vie. Cependant, le taux des allocations familiales sera doublé pour le prochain trimestre.

Les syndicats unitaires ont essayé de créer de l'agitation à la suite de cette décision. La Chambre syndicale patronale a persisté dans sa position, écrivant entre autres : « La Chambre syndicale patronale est au regret d'être obligée de demander au personnel le présent effort de conciliation; mais elle le fait avec la conscience de bien servir l'intérêt commun. »

Les syndicats ouvriers qui, jusqu'à présent, ont collaboré à la commission paritaire, paraissent décidés à ne pas laisser passer cette institution à la C. G. T. U.

Le syndicat de la C. G. T. écrit « qu'il ne saurait s'associer à différentes manœuvres tendant à dissocier la commission paritaire ou à la placer sous la dépendance d'organismes extérieurs plus ou moins inféodés à des partis politiques ».

Ainsi, ces messieurs reconnaissent nettement que le prix de la vie, à Vienne (Isère) a augmenté de 24 p. 100 en trois mois. Cela revient à dire que ce qui valait 1 franc vaut 1 fr. 24.

Ils proposent 14 p. 100 d'augmentation. C'est dire que les travailleurs devront se sous-alimenter de 10 p. 100. Dans une famille où l'on consommait 100 kilogs de pain, on n'en consommera plus que 90 kilogs.

Mais ce qu'il faut surtout souligner, c'est l'appui que le patronat tire sur son argumentation, de l'attitude du syndicat confédéré.

Les travailleurs de Vienne, à cette lecture, pourront se rendre aisément compte de la différence de méthodes qui existe entre unitaires et confédérés.

Ce sont des faits : le patronat décide tout simplement de réduire l'alimentation de ses exploités de 10 p. 100. Les unitaires « essayent de créer de l'agitation à la suite de cette décision ». Les confédérés et les patrons parlent de « manœuvre politique ».

Cet exemple typique — et il en est de nombreux autres — démontre nettement le caractère combatif de la revendication même de l'échelle mobile.

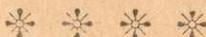
Et à Vienne, comme en toute la France, le 7 novembre, les prolétaires seront derrière les militants de la C. G. T. U., derrière les militants communistes pour revendiquer l'application intégrale de l'échelle mobile.

Et, malgré « les manœuvres politiques des patrons », ils réaliseront leur front unique de classe, afin de lutter, sans distinction de tendances ou de C. G. T., contre la seule et véritable manœuvre tendant à les amener à une sous-alimentation de plus en plus grande.

En revendiquant l'échelle mobile, en l'arrachant à leurs maîtres, gouvernants et capitalistes, ils assureront à leur salaire le maintien de sa capacité d'achat.

Et pour obtenir plus rapidement cette première victoire, ils sauront se grouper nombreux dans leurs organisations de classe : Parti communiste et C. G. T. U.

J. Raveau.



De M. Beer à M. Voltaire



La critique du camarade Arrig est très juste en ce qui concerne l'insuffisance des notes, explications et commentaires communistes du livre de Max Beer, elle est exagérée et même fausse quand il prétend que ce livre est nuisible.

A défaut d'un ouvrage communiste sur l'ensemble de l'œuvre de Marx, l'étude de Beer devait être publiée. Elle a l'avantage de présenter sous une forme assez simple, l'essentiel de la méthode et de la doctrine de Marx. Bien des points de la pensée marxiste dont la compréhension exige beaucoup de temps, de lectures et de méditations y sont développés d'une manière plus claire et plus précise que dans les ouvrages français édités avant la guerre. (Comparons par exemple le chapitre de Beer sur la conception matérialiste de l'histoire, page 102) avec le déterminisme économique de Lafargue, les exposés de Guesde sur la théorie de la valeur et la partie du livre de Beer consacré à l'économie de Marx, ce que Jaurès dans son Histoire de la Révolution française, dit de Hegel et « l'Introduction » de Beer consacrée à la philosophie et à la méthode marxiste et l'on comprendra l'utilité du Karl Marx de Beer).

Il n'en reste pas moins vrai que ce livre aurait dû être présenté selon les directives contenues dans l'article du camarade Arrig. A ce titre, sa critique est du plus grand intérêt, car elle fixe le sens et la valeur de cet ouvrage.

Quant à la publication des œuvres de Voltaire et de René Benjamin dans l'Ouvrière, la rédaction de ce journal répondra dans un prochain numéro.

LE SECRÉTARIAT DU PARTI.

Je viens de lire le livre de Max Beer, consacré à la vie et à l'œuvre de Karl Marx, que Marcel Ollivier a traduit et que le parti a édité.

Je crois que notre camarade nous a trompés sur la qualité de la marchandise qu'il nous présente. Et — afin de ne pas le fâcher — je veux aussi croire qu'il s'est trompé lui-même. Ce qu'il nous offre ce n'est ni Karl Marx, ni son œuvre; c'est Karl Marx vu par Beer. Cela me rappelle Moscou vu par Béraud. C'est le même genre d'observation (non d'observateur). Je critique le livre en bloc car, à mon avis, parler de Marx, en 1926, à des ouvriers communistes, sans parler de Lénine qui, selon le mot bien connu, a « repensé » Marx, c'est se moquer du marxisme. Or, Lénine est à peine nommé. Le lecteur ignorera toujours — selon l'évangile de l'apôtre Beer et de son vicaire Ollivier — que Lénine fut le marxiste révolutionnaire achevé, le disciple génial de Marx, l'accoucheur marxiste

de la société nouvelle. C'est ainsi que Marx fournit à M. Beer une riche « matière » à compilations, mais il n'apparaît nullement qu'il ait éduqué le chef de la révolution prolétarienne. L'histoire (et l'opportunisme) nous vaut cette surprise. Publier un livre sur Marx sans lier l'enseignement de Marx au développement de la révolution russe — qui est l'œuvre de marxistes authentiques, camarade Ollivier — c'est sans doute très beau, mais ça ne vaut rien, ou pas grand'chose. J'ignore la date de la première édition du livre de Beer (Ollivier ne me l'a pas apprise) mais il est clair qu'elle est antérieure à octobre 1917. Or, Beer pouvait, à cette époque, ne parler que de Marx. Mais Ollivier, en 1926, ne devait pas, dans sa préface, se contenter de l'imiter soigneusement, non sans lourdeur et sans grandiloquence d'ailleurs. En traduisant bien gentiment M. Beer et en « oubliant » Lénine on a édité un livre de plus. Mais pas plus.

Ce n'est pas tout, hélas! Admettons, à la rigueur, qu'il ne s'agit que de Marx, très exclusivement. Bien. Mais, alors, comment justifier la singulière façon de « liquider » en deux pages (97-98) la Commune de Paris? M. Beer n'a pas jugé qu'il devait à la vérité marxiste de consacrer à cette révolution plus de deux pages, tandis qu'il en accordait une douzaine à M. Proudhon, idéologue petit-bourgeois. Il y a mieux encore. M. Beer donne deux citations de Marx qui se rapportent à la Commune. Et toutes les deux, comme par hasard, désapprouvent le mouvement des ouvriers parisiens! Pas une minute il n'est venu à l'idée de M. Beer de citer un (un seul...) des magnifiques passages de la *Guerre civile*. Et Ollivier? Ollivier traduit. Ça lui suffit.

Autre chose. Chacun connaît l'amitié fraternelle qui unissait Marx et Engels. Il y a peu d'exemples dans l'histoire d'une pareille communauté d'idées et de sentiments. Ils restèrent unis et livrèrent ensemble, durant quarante années, toutes les batailles. Ils rédigèrent en commun plusieurs ouvrages (*Le Manifeste, la Sainte Famille, etc.*). On n'ignore pas que les articles réunis sous le titre : *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne* et qui contiennent le passage si souvent cité : « L'insurrection est un art... » — furent écrits par Engels et signés par Marx. Les deux grands révolutionnaires sont « indissociables » l'un de l'autre. On ne peut parler de l'un sans faire une grande place à l'autre. Mais... M. Beer n'aime pas Engels. Alors il lui consacre tout bonnement deux petites pages honteuses. Honteuses, car elles constituent une méprisable critique d'Engels. Comparer l'auteur de l'*Anti-Dühring* à Proudhon, voilà le dernier mot de la pensée marxiste de M. Beer! Et que fait l'ami Ollivier (qui a la mémoire courte)? Il traduit, sans piper mot, l'opinion, pour le moins déplacée, de M. Beer...

Je signale encore un fait qui a son importance : Beer cite (p. 89) un beau et fier passage de Marx qui se termine par un appel au « terrorisme révolutionnaire ». Mais cela lui fait de la peine à ce brave homme d'opportuniste. Aussi s'empresse-t-il de tempérer l'enthousiasme vengeur de Marx en disant : « L'amertume et la passion guidèrent souvent la plume de Marx ». O cher opportunisme! M. Beer est libre d'accommoder Marx au goût des jeunes filles qui s'évanouissent devant un poulet égorgé... Mais les ouvriers savent que la « terreur rouge » est nécessaire et ils ne craignent pas de l'appliquer — sans « amertume »! — contre leurs ennemis. A ce propos Ollivier n'avait-il pas, au bas de la page, le devoir de dire son mot?

Il ne me paraît pas utile d'aller plus loin. Ce livre n'a qu'un mérite : c'est de contenir un grand nombre de citations généralement bien choisies. Et si l'on me demande : « Toi qui critiques, aurais-tu fait mieux ? »

je répondrai que la question est absurde en ce qui me concerne, car je n'ai jamais prétendu écrire un livre sur Marx, mais qu'elle n'est pas insoluble. Il y a dans le parti quelques marxistes parfaitement qualifiés pour accomplir ce travail. Il fallait faire appel à eux, les charger de présenter Karl Marx aux ouvriers français. (Par la même occasion on aurait songé à éditer les œuvres de Marx et d'Engels sous une forme populaire, à l'exemple des Italiens, pour ne citer que ceux-là). Il est certain qu'ils auraient fait mieux que Beer, car ils auraient :

1° Parlé de Lénine et du léninisme;

2° Donnée à la Commune une interprétation sincèrement marxiste (comparer le chap. III de *l'Etat et la Révolution* et les pages 97-98 du livre de Beer);

3° Accordé à Engels la place qu'il mérite dans un ouvrage sur Marx. Et cette place est grande.

Pour finir, je souhaite que la deuxième édition de « Karl Marx » vu par Beer soit revue et corrigée soigneusement. S'il est malséant de « revoir » Marx (ô Bernstein!), je ne pense pas que M. Beer puisse se vexer d'être « corrigé ». En tout cas les lecteurs y gagneront. Et cela seul importe, n'est-ce pas Ollivier, cher *traditore* ?

*
*
*

Une critique en amène une autre.

L'Ouvrière a toutes mes sympathies. Aussi elle me permettra de dire que je ne l'approuve pas lorsqu'elle publie les papiers de M. René Benjamin et ceux de M. Voltaire.

Entendons-nous bien. L'an dernier on commit la faute de donner la *Mère* en feuilleton. Le gros volume publié en toutes petites tranches dans un hebdomadaire c'était une mauvaise plaisanterie. Mais le livre de Gorki était à sa place dans un journal communiste. Tandis que les reportages de M. Benjamin y sont déplacés. Pour qui connaît l'activité politique de ce polémiste réactionnaire, de cet ennemi fielleux de la classe ouvrière, il n'est hors de doute que ses articles — quels qu'ils soient — ne sauraient être reproduits par nos soins. Cette publicité lui est trop agréable...

Avec *Candide* nous touchons une autre question. *Candide* est un drôle de bonhomme. Tout le contraire d'un révolutionnaire. Il ne pense plus, le vilain bougre, « qu'à cultiver en paix son jardin ». Les lectrices de *L'Ouvrière* — qui ne sont pas bêtes — ne manqueront pas de penser : « Tiens, tiens... Mais je le connais, moi, ce *Candide*! C'est mon salaud de voisin qui refuse de se syndiquer et se contente de cultiver en paix les radis de son lotissement. » Or si la lecture de *Candide* apprenait cela à notre amie ce serait parfait. Mais il y a belle lurette qu'elle le sait. Ce qu'il est nécessaire de lui apprendre c'est autre chose et, bien que je ne sois pas partisan des feuilletons pour un hebdomadaire, je crois qu'il ne faudrait pas chercher bien loin pour trouver de « bonnes pages » des « bons auteurs » comme Trotsky (1905), Liebknecht (*Lettres de prison*) et même, dans un autre ordre d'idées, Panait Istrati (*Domnita de Snagov*), etc...

Un dernier mot sur *Candide*. Croyez-vous, camarade qui rédigez *L'Ouvrière*, que ce soit par hasard que l'un des plus grands hebdomadaires.

bourgeois, anticommuniste s'il en fût, s'intitule *Candide* ? Moi, je ne le crois pas. *Candide* est l'apologie du « Français moyen ». Et, voyez-vous, Voltaire savait ce qu'il faisait en écrivant son conte.

Vous me répondrez peut-être. Et vous ne manquerez pas de citer l'opinion de Lénine sur la diffusion, par les communistes, de la littérature matérialiste (Il nomme précisément Voltaire...) Je ne m'en plaindrai pas. Au contraire ! Nous aurons, ainsi, l'occasion de discuter sérieusement la très importante question du contenu de notre presse. Et je crois que ce ne sera pas inutile.

Pour l'heure je me borne à souligner mon « opposition » à la publication du livre de Beer et de *Candide*. Je les juge nuisibles l'un et l'autre. Et je ne demande qu'une chose : si je me trompe qu'on me le dise, si j'ai raison qu'on en tienne compte.

Le 7 octobre.

VICTOR ARRIG.



Réponse au camarade Arrig

Le camarade Arrig m'assène un lourd pavé sur le crâne à propos de la publication du livre de Max Beer sur la vie et l'œuvre de Karl Marx.

À la critique virulente de notre camarade, le Secrétariat a fait une première réponse dans une déclaration dont j'approuve tous les termes. Mais, comme je suis visé personnellement et attaqué d'une façon violente par le camarade Arrig, je me vois contraint de répondre à mon tour.

Négligeons tout d'abord les exagérations de langage de notre camarade, qui s'expliquent assez par l'ardeur du sang méridional et par la situation spéciale dans laquelle se trouve le camarade Arrig qui — quoique je n'en aie nullement l'intention — m'interdit de lui répondre sur le ton insolent et agressif, pour ne pas dire plus, dans lequel est rédigé son article. C'est une illusion malheureusement assez courante dans notre Parti, que la violence du langage peut compenser l'indigence des idées. La violence de la polémique peut, à la rigueur, faire impression sur des esprits faibles, mais le résultat est bien piètre ! Dire par exemple, comme le fait notre camarade Arrig, que le Karl Marx vu par Beer lui rappelle Moscou vu par Béraud, c'est émettre une affirmation si ridicule qu'elle ne peut que déconsidérer son auteur.

Mais laissons cela et arrivons aux faits. Notre camarade Arrig proteste contre la publication du livre de Beer, sous prétexte qu'il contient trois lacunes principales :

- 1° Il ne parle ni de Lénine ni de la Révolution russe;
- 2° Il consacre trop peu de place à la Commune de Paris;
- 3° Il porte sur la personne d'Engels une appréciation inexacte.

Je m'empresse de dire tout de suite que, sur ces trois points, notre camarade Arrig a raison.

Il est vrai que Beer ayant écrit son livre en 1916 ou 1917, en vue du centenaire de la naissance de Marx, il ne pouvait parler d'une Révolution qui était encore à venir. Restent les deux griefs concernant la Commune et l'appréciation portée par Engels.

Mais de quoi s'agit-il, au fond ? En ce qui concerne la Commune, Arrig reproche à Beer de lui avoir consacré trop peu de place dans son ouvrage. Le reproche est justifié, mais malgré tout d'ordre secondaire. En effet, Beer a-t-il exposé d'une façon inexacte la position de Marx vis-à-vis de la Commune ? Pas le moins du monde ! Il déclare qu'après avoir déconseillé au début aux ouvriers parisiens de se livrer à une tentative d'insurrection armée à un moment où les armées prussiennes étaient aux portes de Paris, il défendit le mouvement communaliste contre ses détracteurs, et écrivit à ce sujet la *Guerre Civile*, l'un de ses ouvrages les plus remarquables, dit Beer. Ce qui n'est que la stricte vérité historique.

Bien plus grave est le reproche que fait le camarade Arrig, quand il constate que Beer accorde une place beaucoup plus importante aux citations de Marx, où ce dernier déconseille aux ouvriers parisiens d'essayer de prendre le pouvoir dans les conditions données, qu'à la *Guerre Civile* où il défend la Commune contre ses adversaires. C'est là un reproche tout à fait justifié et le camarade Arrig a raison de le faire.

En ce qui concerne Engels, il est également exact que Beer commet une erreur évidente en déclarant que, s'il n'avait pas rencontré Marx, Engels serait resté un socialiste utopiste et n'aurait pas dépassé le niveau d'un Proudhon ou d'un Hess. Mais la question n'est pas tant de savoir ce qu'Engels serait devenu s'il n'avait pas rencontré Marx que ce qu'il est devenu, en réalité. Et, sur ce point non plus, il ne semble pas que Beer ait diminué la part d'Engels à l'œuvre réalisée en collaboration avec Marx. La question de savoir ce qu'Engels serait devenu s'il n'avait pas rencontré Marx a aussi peu d'intérêt que celle qui consiste à se demander ce que Marx serait devenu s'il n'avait pas rencontré Engels. La politique se base sur des faits et non sur des hypothèses ou des probabilités.

Il n'en reste pas moins vrai que, sur les deux points ci-dessus, le livre de Beer prête le flanc à la critique. Le camarade Arrig me reproche de n'avoir pas rectifié à l'aide de notes. Si je ne l'ai pas fait, c'est que j'ai pensé que, dans un exposé populaire de la vie et de l'œuvre de Marx, n'ayant, du fait qu'il n'est qu'un exposé populaire, aucune prétention scientifique; ç'aurait été l'alourdir inutilement que de me livrer, dans des notes, à des polémiques avec l'auteur à propos de tous les points susceptibles de soulever des critiques, et il en est d'autres, que n'a pas vus le camarade Arrig, dans la partie qui traite de la sociologie et de l'économie marxistes. Mais peut-être aurai-je dû marquer les principaux dans la préface, et c'est une erreur de ma part de ne l'avoir pas fait.

Faut-il en conclure, comme le fait Arrig, qu'on n'aurait pas dû publier le livre de Beer ? Mais Arrig lui-même demande, quelques lignes plus haut, qu'on en fasse une seconde édition revue et corrigée, ce qui ne semble pas indiquer chez lui une grande clarté dans les idées. Il s'agit de savoir, non pas si le livre de Beer comporte des lacunes — quel livre n'en comporte pas ? — mais s'il peut être utile aux membres du parti, qui ne disposent encore d'aucun ouvrage en français sur la vie et l'œuvre de Marx, s'il leur permet de s'orienter dans les questions fondamentales du marxisme, tant en ce qui concerne les grandes lignes de la théorie du matérialisme dialectique, qu'en ce qui concerne la théorie de la valeur, de la plus-value, de la lutte des classes, et de la marche du développement historique. À ce point de vue, j'affirme qu'il n'existe pas de meilleur exposé, plus clair, plus populaire, plus facile à lire que celui de Max Beer. La preuve, c'est que, malgré ses lacunes, qu'Arrig n'a pas été seul à voir,

le livre de Beer, avant d'être traduit en français, l'a été en une douzaine de langues, sur l'initiative des organisations communistes, pour l'éducation de leurs adhérents (notamment en Russie).

Le camarade Arrig, qui se défend — comme je le comprends ! — de vouloir écrire un livre sur Marx, affirme qu'on aurait pu trouver dans le parti français quelques marxistes « qualifiés » pour écrire un livre sur Marx. Quelle bonne plaisanterie ! Qu'il m'en cite un seul, qui soit capable de réaliser ce travail, et je propose moi-même au Parti de brûler immédiatement toute l'édition de Max Beer. Mais je suis bien tranquille : le camarade Arrig pourra chercher longtemps, il ne le trouvera pas, pour la bonne raison qu'il n'existe pas.

La meilleure réponse à faire à la diatribe du camarade Arrig, ce sont les nombreuses déclarations des camarades, non seulement du rang, mais de l'appareil du parti et même du Comité central, qui affirment avoir beaucoup appris du livre de Max Beer. Et je demande aux camarades qui ne l'ont pas encore lu de le faire sans retard pour qu'ils se rendent compte à quel point notre camarade Arrig a tort quand il conteste l'utilité de ce livre. Je pousserai même l'irrévérence jusqu'à dire qu'il a été très utile à Arrig lui-même, quoi qu'il en die.

Je maintiens donc que le livre de Max Beer est utile, et même indispensable, en l'absence de tout autre ouvrage sur Marx. Mais il ne peut servir que d'introduction. Si notre camarade Arrig veut bien appuyer les efforts que je fais depuis plusieurs années dans le Parti en vue de la publication de la *Biographie de Marx*, de Franz Mehring, qui est de beaucoup le meilleur ouvrage écrit sur Marx, il fera beaucoup plus pour la connaissance de l'œuvre et les idées de Marx que cinquante diatribes encore plus violentes que celle qui précède.

En ce qui concerne Engels, je lui demanderai également de bien vouloir appuyer mes efforts en vue de la publication des œuvres suivantes d'Engels, que j'ai déjà traduites, et qui attendent la publication, à savoir : *La guerre des paysans*; *La Marche*; *La question paysanne en France et en Allemagne*. Le meilleur moyen de défendre Engels contre toute appréciation inexacte de sa véritable valeur, c'est de faire connaître ses ouvrages, et non de se livrer à des diatribes virulentes contre le seul camarade dans le Parti qui y consacre son activité.

A ce sujet, je veux rappeler que, chaque fois que j'ai eu à écrire sur Engels, j'ai protesté contre l'affirmation de Beer. Je l'ai fait en 1921, dans le préambule à *l'Esquisse d'une critique de l'économie politique*, que j'ai publiée dans le *Bulletin Communiste*. Je l'ai fait l'année dernière dans l'article que j'ai consacré à Engels à l'occasion du trentenaire de sa mort. Je l'ai fait à nouveau dans le préambule aux *Principes du Communisme*, que j'ai publiés il y a trois mois dans les *Cahiers du Bolchévisme*. Le fait, que mentionne le camarade Arrig, de la publication sous le nom de Karl Marx d'un ouvrage, dû en réalité à la plume d'Engels : *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, j'ai été le premier à le signaler dans mon article sur Engels.

Ceci dit, pour éviter toute équivoque possible, qui pourrait naître dans l'esprit du lecteur à la lecture de l'article du camarade Arrig.

Qui veut trop prouver ne prouve rien. De plus, quand on écrit dans une revue du Parti, on ne devrait pas perdre un certain sentiment de responsabilité et éviter les propos inconsidérés. Il y a décidément du bon dans ce proverbe, qui recommande, avant de parler, de tourner sept fois sa langue dans sa bouche.

MARCEL OLLIVIER.

Dans l'U. R. S. S.

Le 9^e anniversaire de la révolution russe

(7 novembre 1917 - 7 novembre 1926)

Plan de causerie à l'usage des cellules et rayons

(INTRODUCTION)

Le 7 novembre prochain, les travailleurs de l'U. R. S. S., le prolétariat mondial et les peuples opprimés, célébreront le 9^e anniversaire de la révolution prolétarienne en Russie. Il s'agira alors de comparer les résultats obtenus par les prolétaires dans la première république des Soviets aux conditions de vie qui sont faites aux salariés dans les pays capitalistes.

Quand on veut se rendre exactement compte du relèvement économique de l'U. R. S. S. il faut se rappeler les multiples difficultés rencontrées par la classe ouvrière de Russie durant ces dernières années dans son œuvre de construction du socialisme : la ruine économique du pays engendrée par la guerre impérialiste, la guerre civile et les interventions étrangères de 1917 à 1920, le blocus militaire, puis économique et enfin financier (refus de crédits à court ou à long terme), le sabotage de la production par les industriels et les techniciens bourgeois au cours du développement de la révolution, le lourd héritage du passé, (survivances du bureaucratisme et de l'individualisme petit-bourgeois, l'impréparation de la classe ouvrière russe à son rôle de gestion, etc...) la structure économique spéciale de la Russie (grosse industrie créée artificiellement par l'étranger, industries nationales faiblement développées, 100 millions de paysans en face de deux millions de prolétaires industriels) et enfin ce fait capital : la Russie des Soviets se développant au milieu d'un monde d'ennemis, les grandes puissances capitalistes.

Cependant, grâce à son appareil d'Etat et aux positions dominantes qu'il occupe dans l'économie (monopole des Banques, de la grande industrie, des transports et du commerce extérieur) le pouvoir des Soviets utilisant la NEP, a non seulement relevé presque au niveau d'avant-guerre la production du pays, et amélioré la vie matérielle et culturelle des ouvriers et des paysans, mais s'est déjà appliqué depuis l'année économique octobre 1925-octobre 1926 à transformer la Russie en un pays économiquement indépendant, s'appuyant sur le marché intérieur (paysans acheteurs des produits de l'industrie russe) et représentant le centre d'attraction des pays qui peu à peu se détachent du capitalisme jusqu'au jour où la révolution dans des pays industriels permettra à l'économie russe de s'intégrer dans une économie socialiste plus large. —

Autrement dit c'est dans le sens de l'édification du socialisme que s'orientent l'U. R. S. S. — Ceci est démontré par l'accroissement constant de la production, l'augmentation du nombre des ouvriers, le développement de l'industrie d'Etat tant absolu (chiffres bruts de la production) que relatif (par rapport au capital privé), les progrès du commerce extérieur, le relèvement lent mais continu des salaires et principalement par ce fait qui caractérise la dernière année économique (octobre 1925-30 septembre 1926), on ne s'est plus contenté de rééquiper la vieille industrie tsariste, on est passé à l'édification de la nouvelle industrie (création de nouvelles entreprises, électrification, etc...)

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DANS L'U. R. S. S.

L'année 1925-1926 nous montre la production russe atteignant *dans son ensemble* presque le niveau de la production d'avant-guerre (ce qui ne veut pas dire que la production de toutes les branches d'industrie égale celle d'avant-guerre. La métallurgie, les mines, le textile sont encore au-dessous de ce niveau, l'industrie du cuir l'a dépassé, l'industrie électrique est trois fois plus développée, etc...)

Les tableaux suivants permettent de le constater :

Agriculture

1913	12 milliards de roubles marchandises (1)
1924-1925	9 — — —
1925-1926	11 — — —

Industrie (ensemble du capital d'Etat et du capital privé) :

1913	7 milliards de roubles marchandises
1924-1925	5 — — —
1925-1926	6 1/2 — — —

Si l'on considère que de 1918 à 1921 la chute de la production avait été telle que par rapport à 1913 elle fut un moment réduite à environ 20 p. 100 (pour la métallurgie à 10 p. 100) on comprend l'effort de redressement continu dont l'U. R. S. S. a été capable. — Depuis la Nep le relèvement n'a cessé de s'accroître. — Dès l'année 1922-1923 elle s'affirme si bien qu'au début de 1924 la stabilisation de la monnaie est assurée. A son tour cette réforme monétaire permet d'accélérer ce développement. On peut résumer les progrès de l'industrie globale de la Russie avec quelques chiffres :

1922-1923	2 milliards 1/2 roubles marchandises
1923-1924	3 milliards 300 millions roubles marchandises
1924-1925	5 milliards roubles marchandises
1925-1926	6 milliards 500 millions roubles marchandises.

(1) Le rouble-marchandise c'est la quantité de monnaie nécessaire aujourd'hui pour se procurer la même quantité de marchandises qu'on obtenait avant-guerre avec un rouble du tsar.

Le rouble-or ou rouble stabilisé d'aujourd'hui (1 tchervonetz = 10 roubles) ne permet plus (à cause de la baisse de la valeur de l'or sur le marché mondial) d'acheter cette même quantité de marchandises. Le rouble-marchandise a une puissance d'achat d'environ 1,7 rouble-or. Il en est de même pour toutes les monnaies stables aujourd'hui employées. Il faut à New-York 1 dollar 53 pour acheter une marchandise qui avant-guerre coûtait 1 dollar.

Les chiffres du commerce intérieur global révèlent les mêmes progrès :

1913	20 milliards roubles marchandises.
1923-1924	10 — — —
1924-1925	14 — — —
1925-1926	(les chiffres ne sont pas encore publiés mais un progrès parallèle à celui obtenu dans la production est probable).

Idem pour ceux du commerce extérieur :

1922-1923	Exportations	211 millions roubles-Importations	187
1923-1924	—	522 — — —	439
1924-1925	—	564 — — —	708
1925-1926	—	670 — — —	730

Cependant nous n'en sommes encore dans la dernière année économique qu'à 30 p. 100 du volume des échanges d'avant-guerre. Mais cela vient de ce fait qu'une grosse partie de ce qui était exportée du temps du tsar (viande, œufs, céréales) est consommé par les ouvriers et les paysans russes dont le niveau de vie a été relevé. Par ailleurs des produits industriels sont exportés en plus grandes quantités qu'avant la guerre. (L'exportation du naphthe s'est élevée en 1925-26 à 153 p. 100 de l'exportation en 1913).

Mais ce ne sont là que les chiffres bruts de la production globale il s'agit maintenant de comparer le développement de la production des entreprises d'Etat et celle des entreprises privées.

LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DE L'ETAT PROLÉTARIEN

C'est seulement à partir de 1923-1924 que les entreprises d'Etat commencèrent à donner des bénéfices. Depuis ils n'ont cessé de grandir :

1923-1924	100 millions de rouble-or de bénéfices
1924-1925	315 — — —
1925-1926	520 — — —

En roubles-or la production des entreprises d'Etat et des entreprises privées donnent le tableau comparatif suivant :

1923-1924	Industrie privée	1.200 millions (23,7 p. 100)
	d'Etat	3.800 — (76 p. 100)
1924-1925	Industrie privée	1 milliard 800 millions (20,7 p. 100)
	d'Etat	7 milliards (79,3 p. 100)
1925-1926	Industrie privée	2 milliards 200 millions (20 p. 100)
	d'Etat	8 milliards 800 millions (80 p. 100)

Ainsi non seulement la production des entreprises d'Etat s'accroît mais aussi son pourcentage dans l'ensemble de la production de l'U. R. S. S.

S'il joue un rôle infime dans la production le capital privé est plus important dans le commerce surtout dans le commerce de détail mais là aussi il recule devant la coopération et le commerce d'Etat.

1° Pourcentage dans le commerce de gros :

1923-1924	Etat 62 p. 100 — Coopératives 15 p. 100 — Capital privé 25 p. 100.
-----------	--

1924-1925 Etat 69 p. 100 — Coopératives 19 p. 100 — Capital privé 11 p. 100

2° Pourcentage dans le commerce de détail :

1923-1924 Etat 16 p. 100 — Coopératives 26 p. 100 — Capital privé 57 p. 100

1924-1925 Etat 23 p. 100 — Coopératives 33 p. 100 — Capital privé 44 p. 100

Il faut aussi remarquer que la production industrielle augmente plus rapidement que la production agricole.

Cette année (1925-1926) tandis que la production agricole augmentait de 7 p. 100, par rapport à l'année précédente, la production industrielle augmentait de 14 p. 100 (l'industrie lourde de 20 p. 100).

Constatation d'ensemble : Croissance de la production en général et des éléments socialistes de la production en particulier.

DÉVELOPPEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE. — AUGMENTATION DES SALAIRES ET DU BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET CULTUREL DES OUVRIERS

Au 1^{er} avril 1924, l'U. R. S. S. comptait 5 millions de salariés (dont 1 million de journaliers agricoles et 700.000 chômeurs). Au 1^{er} octobre 1925 elle comptait 7 millions de salariés (dont 120.000 journaliers agricoles et 715.000 chômeurs).

Au 1^{er} avril 1924, le salaire mensuel de l'ouvrier était de 35 roubles (62 p. 100 avant-guerre). Au 1^{er} septembre 1925, il est de 50 roubles (95 p. 100 avant-guerre).

Les fonds de salaires pour l'ensemble de l'U. R. S. S. sont passés de 800 millions de roubles en 1923-24 à 1.200 millions en 1924-25 et à 1.700 millions en 1925-1926.

Aujourd'hui d'après les derniers renseignements (voir dans ce numéro des *Cahiers* l'article de Stroumiline) le niveau d'existence des ouvriers russes dépasse sensiblement celui d'avant la guerre.

L'OUVRIER DANS L'U. R. S. S. ET L'OUVRIER DANS LES PAYS CAPITALISTES

Si l'on tient compte des primes d'assurances sociales (16 p. 100 du salaire) versées par les entreprises, des avantages de l'achat dans les coopératives, des prix minimes des transports et des logements ouvriers, des multiples formes de l'assistance sociale, des facilités culturelles accordées aux prolétaires, du respect et du développement des lois sociales en Russie, on est obligé de constater que 9 ans de révolution ont rapporté à l'ouvrier russe des avantages qu'ignore l'ouvrier en Angleterre (chômage, mineurs en grève depuis 6 mois, menace d'une réduction de salaire dans toutes les branches d'industrie), en Allemagne (chômage, impôts nouveaux, offensive contre les 8 heures), en Italie (bas salaires, la 9^e heure de travail imposée par Mussolini) et dans tous les autres pays notamment en France où la stabilisation s'annonce par les impôts nouveaux et la vie encore plus chère.

LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS L'U. R. S. S.

Mais le fait dominant dans l'économie de l'U. R. S. S. c'est, depuis le commencement de l'année économique 1925-1926, la tentative d'élargissement de la base économique du socialisme, la création de la nouvelle industrie.

Jusqu'alors on s'était contenté de rééquiper la vieille industrie tsariste, mais cette année 750 millions de roubles ont été consacrés par le gouvernement à l'édification d'entreprises industrielles nouvelles. On a achevé des entreprises formidables comme par exemple la centrale électrique de Volkhov (qui a coûté près de 100 millions de roubles).

Tandis qu'il y a deux ans l'augmentation de la production était due presque exclusivement à la remise en marche d'anciennes fabriques, cette année cette augmentation porte principalement sur le capital investi dans de nouvelles usines dont certaines ne seront achevées qu'en 1927-1928. (C'est pourquoi le rythme de l'augmentation de la production s'est ralenti en apparence en 1925-1926).

Le plan de développement de l'industrie prévoit une augmentation constante de la somme des dépenses consacrées aux constructions nouvelles. (Pour l'exercice 1926-1927 ces dépenses sont fixées à 845 millions de roubles).

Dans l'U. R. S. S. les difficultés économiques du moment proviennent avant tout d'une crise de croissance, d'un développement inégal des différentes branches de l'activité économique.

Par exemple l'industrie russe croît plus rapidement que l'extraction du charbon et des métaux. Le nombre des ouvriers qualifiés n'atteint que le quart du nombre nécessaire. Les fonds de roulement disponibles ne suffisent pas à l'accroissement de l'industrie. Les besoins nouveaux et plus variés qu'avant guerre des ouvriers et des paysans ne peuvent encore être satisfaits par l'industrie soviétique dans son état actuel, etc...

Mais l'effort d'investissement de capitaux nouveaux joint au perfectionnement de la technique et des méthodes de travail, à une politique de diminution des frais généraux (lutte contre la bureaucratie) et à une politique de crédits aux paysans pauvres et de liaison par le développement de la coopération avec les paysans moyens, permettra au prolétariat russe (grâce à sa mainmise sur le commerce extérieur, arme contre l'offensive du capital étranger, sur les banques, arme économique contre le capital privé, sur l'appareil d'Etat, arme financière et fiscale d'abord contre le koulak et le nepman) de surmonter cette crise de croissance et de marcher vers la construction du socialisme.

LA CRITIQUE DES SOCIAL-DÉMOCRATES ET DES EXTRÊMES-GAUCHISTES

Les chefs social-démocrates n'osent plus annoncer la faillite du pouvoir des Soviets, sa débâcle économique, etc... La réalité s'oppose trop nettement à ces allégations. Voilà pourquoi le principal procédé de la presse social-démocrate consiste maintenant à parler de la « dégénérescence » de la Russie des Soviets, du ralentissement de sa croissance économique, du soi-disant recul de l'économie socialiste devant le capital privé, de l'embourgeoisement des campagnes, de l'éviction des ouvriers par les éléments petits-bourgeois, citadins et ruraux, dans les organes soviétiques. Elle se sert largement des calomnies des extrême-gauchistes (1) au sujet de la « dégénérescence » du Parti communiste de l'U. R. S. S. Les chefs social-démocrates ont recours à une démagogie

(1) Par exemple de l'attitude des Horsh, Ruth Fischer et consorts qui accusent le C. C. du Parti russe de se soumettre au capital étranger et d'entraîner la Russie vers le menchevisme.

ridicule lorsqu'elle vient des amis de Noske, Boncour, Pilsudsky, Vanderfelde : « *Les communistes nous accusent d'être opportunistes, Mais regardez les bolchéviks russes. Voilà où est le vrai opportunisme, voilà où est la trahison à la cause socialiste.* » Une petite brochure de Fritz Adler sur le rapport de la délégation des Trade-Unions en Russie est un modèle de ce genre de calomnies (voir sa critique dans le n° 55 des *Cahiers du Bolchévisme*).

Toute cette campagne de calomnie des extrêmes-gauchistes et des social-démocrates (remarquons qu'elle met en lumière le rôle *contre-révolutionnaire* des extrêmes-gauchistes) se base en partie sur des mensonges, en partie sur l'ignorance crasse. Les faits cités plus haut démentent ces affirmations.

FORCE ET CONSCIENCE RÉVOLUTIONNAIRES DU PROLÉTARIAT RUSSE

Encore plus fantastiques sont les affirmations sur la « dégénérescence de l'Etat soviétique ». Les chefs social-démocrates qui veulent faire *établir en Russie la démocratie bourgeoise* sont désabusés du fait que *l'Etat soviétique se renforce politiquement, grâce à une politique soviétique juste d'élargissement de la démocratie soviétique*. Voulant camoufler le renforcement de l'alliance politique du prolétariat et des paysans dans l'U. R. S. S. et l'extension de la démocratie soviétique, ils veulent se faire passer pour des adversaires de la « koulakisation » (embourgeoisement). Est-ce que l'augmentation du nombre des participants aux élections de 1925-1926 par rapport à 1924-1925 (de 17 à 19,5 millions) est un indice de « dégénérescence » de l'Etat soviétique ? Est-ce que l'augmentation de la proportion des paysans participant aux élections qui a passé de 41 à 47 p. 100 et de celle des petits artisans, des femmes d'ouvriers, des ouvriers non qualifiés *qui avant, ne participaient pas aux élections des organes soviétiques (proportion qui passa de 24 à 27 p. 100)*, sont une preuve de décomposition *prolétarienne en Russie* ? Est-ce que la proportion accrue des paysans par rapport aux éléments non paysans (ouvriers, employés, artisans, etc...) dans les Soviets de villages et dans les comités exécutifs cantonaux qui sont les principaux instruments de collaboration des paysans travailleurs à l'édification de l'Etat des Soviets, est une preuve du changement du caractère de la dictature du prolétariat ? La démocratie soviétique, c'est-à-dire prolétarienne, se distingue de la démocratie bourgeoise en ce que, au lieu des popes, des propriétaires, des commerçants, les « maîtres » du village sont les salariés agricoles et les paysans travailleurs. Si nous considérons que l'activité des syndiqués, qui sont la catégorie principale des travailleurs de l'U. R. S. S. a augmenté, sa participation ayant passé de 52 à 57 p. 100; que dans tous les organes *dirigeants* des Soviets, les positions du prolétariat sont restées intangibles, nous devons conclure que l'augmentation de l'activité des paysans (qui est dépassée de loin par l'activité des travailleurs syndiqués), des artisans, des femmes d'ouvriers, *ne prouve qu'une chose: le renforcement de l'alliance politique du prolétariat avec ces catégories de travailleurs*. Et si nous nous rappelons la pensée de Lénine que *l'alliance avec les paysans* est en Russie la principale tâche du prolétariat au pouvoir, nous comprendrons que la 9^e année d'existence de la République des Soviets fut une année de renforcement de la *Dictature du prolétariat*. Ce renforcement de la dictature du prolétariat s'est accompli en même temps qu'un élargissement de la base *prolétarienne* de la dictature, que la croissance du nombre des ouvriers *industriels* (de juin 1925 à

juin 1926, 300.000 ouvriers entrèrent dans la grande industrie) en même temps qu'un renforcement du noyau prolétarien dans le parti communiste.

D'autre part, dans l'U. R. S. S. les fonctions industrielles des organisations ouvrières sont élargies, le nombre des conférences industrielles avec participation des ouvriers augmentent, les effectifs syndicaux s'accroissent (un million de syndiqués nouveaux depuis une année). Tandis que dans les autres pays c'est l'offensive bourgeoise contre les droits syndicaux (Italie et Angleterre) et politiques (les pleins pouvoirs en France, la dictature en Pologne, en Italie, la propagande pour la dictature partout) de la classe ouvrière.

Mais ce qui montre encore mieux la force et la conscience révolutionnaires du prolétariat russe c'est son attitude depuis le début de la grève des mineurs anglais.

Si l'U. R. S. S. a toujours su faire preuve dans ses rapports avec les pays capitalistes d'une ferme volonté de paix, elle sait aussi montrer que son gouvernement est celui d'une classe ouvrière victorieuse. Ainsi lors de l'incident avec le gouvernement anglais au sujet de l'aide des syndicats russes, le Commissariat du peuple des Affaires étrangères signifia au gouvernement anglais que le gouvernement des Soviets représente la classe ouvrière.

Quant aux ouvriers russes, leur solidarité de classe fut admirable. Tandis que les organisations d'Amsterdam fournissaient à peine 100.000 livres sterling, les syndicats soviétiques envoyèrent presque un million de livres donnés par leurs membres.

Toute la classe ouvrière russe se mobilisa pour soutenir les mineurs anglais. Seul le régime prolétarien permet une telle chose.

Trompés par les chefs réformistes, les ouvriers des autres pays réagirent avec beaucoup moins de vigueur. Rien ne fut fait par Amsterdam en faveur des mineurs anglais.

Les syndicats d'Amsterdam laissèrent le charbon « jaune » pénétrer librement en Angleterre. Ils refusèrent de répondre à l'appel des mineurs anglais et à l'appel des syndicats russes qui demandaient une grève internationale des mineurs ou au moins l'embargo sur le charbon.

Ils allèrent jusqu'à prêter de l'argent *avec intérêts* aux mineurs en lutte.

Et ce sont de tels hommes qui osent parler de la « dégénérescence » de la Russie soviétique et de son prolétariat.

Les leçons de la lutte de classe du prolétariat international de cette dernière année ont une fois de plus démontré cette vérité que le seul moyen de repousser les attaques de la bourgeoisie, c'est le *front unique de la classe ouvrière pour une lutte de classe implacable*. C'est seulement en brisant la résistance des chefs réformistes, en les contraignant à faire l'unité syndicale dans tous les pays et à réaliser l'unité des Internationales syndicales, c'est seulement en entreprenant une lutte acharnée pour le contrôle de la production, pour les impôts sur la bourgeoisie pour une aide efficace aux chômeurs au compte de la bourgeoisie que la classe ouvrière pourra trouver le juste chemin. C'est en prenant ce chemin, en entreprenant la lutte sous le drapeau du front unique que la classe ouvrière se rendra compte qu'il n'y a pas d'autre moyen de poursuivre son offensive, de mener sa lutte jusqu'au bout, que *la prise du pouvoir politique, l'instauration de la dictature du prolétariat*.

Ainsi le prolétariat russe reste toujours à l'avant-garde de la classe ouvrière internationale. Dans l'U. R. S. S. sous la dictature du parti communiste — dans la voie tracée par Lénine — s'édifie le socialisme tant par l'augmentation et l'élargissement des forces de production que par l'accroissement de la conscience et de la capacité révolutionnaires des prolétaires russes. C'est ce que nous devons marquer avec force en ce 9^e anniversaire de la Révolution prolétarienne russe.

Agit-Prop centrale.



Le monopole du commerce extérieur

Cet article est extrait d'une interview donnée par le camarade Mikoïan aux représentants de la presse soviétiste.

LA RÉDACTION.

LE MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION SOVIÉTISTE RESTE INÉBRANLABLE

Ces derniers temps, la presse étrangère a prêté beaucoup d'attention à la vie économique de l'Union Soviétiste. On ne cesse, par exemple, de lancer des rumeurs sur un soi-disant changement du système du monopole du commerce extérieur. Ces rumeurs vont jusqu'à prétendre que le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale veut abolir le monopole du commerce extérieur.

Je déclare de la façon la plus catégorique que toutes les rumeurs sur une soi-disant abolition du monopole du commerce extérieur ou sur son relâchement ou sa transformation sont de pures inventions.

Le monopole du commerce extérieur est un instrument essentiel pour profiter de toutes les possibilités de production technique des pays capitalistes se trouvant à un degré de développement plus élevé, dans l'intérêt de l'accélération du développement socialiste de notre économie nationale et de la mise en pratique des prochaines tâches économiques de la puissance soviétiste : l'industrialisation du pays, la défense de l'édification socialiste contre le capitalisme.

Le monopole du commerce extérieur est une des bases les plus importantes du système économique de l'Union Soviétiste. C'est pourquoi le gouvernement soviétiste ne peut, dans aucune circonstance, ni l'abolir, ni le relâcher; au contraire. Il prendra dans l'avenir des mesures énergiques pour assurer le perfectionnement et la solidité du monopole du commerce extérieur. Il est parfaitement superflu de réfuter l'affirmation ridicule de la presse étrangère que le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale serait pour l'abolition du monopole du commerce extérieur et que des divergences de vue existeraient à ce sujet entre le Commissariat du Peuple au Commerce et le Conseil Supérieur de l'Économie Nationale.

LA CROISSANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION SOVIÉTISTE

Le commerce extérieur de l'Union Soviétiste croît d'année en année. L'échange total du commerce extérieur se montait, au cours de l'année économique 1922-23, à 398 millions de roubles; en 1923-24, à 962 millions; en 1924-25, à 1.288 millions, et, en 1925-26, à environ 1.500 millions, donc presque le quadruple de l'échange d'il y a 3 ans.

Si l'on considère l'exportation seule, on remarque également une augmentation continue : en 1922-23, elle fut de 211 millions de roubles; en 1923-24, de 523 millions; en 1924-25, de 568 millions, et, en 1925-26, de 670 millions. Les chiffres correspondants pour l'importation sont : 187, 439, 720 et 730 à 750 millions de roubles.

Bien que notre échange ait quadruplé en trois années, nous ne nous contentons nullement des résultats de notre commerce extérieur. Nous considérons son développement ultérieur comme une des tâches les plus importantes de notre Commissariat. La richesse immense de notre pays en trésors naturels ouvre des possibilités illimitées au développement de notre exportation; l'élévation de la capacité d'achat du marché intérieur, la solvabilité croissante de la population et la disette de marchandises sont, de l'autre côté, des facteurs qui favorisent le développement des relations commerciales avec les États européens et américains.

LA DIFFÉRENCE ENTRE L'EXPORTATION DE L'UNION SOVIÉTISTE ET L'EXPORTATION RUSSE D'AVANT-GUERRE

Le fait que l'ensemble de l'économie nationale de l'Union Soviétiste a déjà atteint le niveau d'avant-guerre tandis que, dans le domaine du commerce extérieur, nous retardons encore, est souvent mal interprété. On oublie deux faits importants sans lesquels la comparaison pure et simple des chiffres de l'échange du commerce extérieur de l'après-guerre avec ceux de l'avant-guerre perd toute signification. Il serait faux de croire que nous reconstruisons notre économie mécaniquement sur la base des proportions d'avant-guerre. Dans le processus de reconstruction de notre économie nationale se reflètent tous les changements résultant du bouleversement historique opéré dans l'Union Soviétiste.

Tout d'abord, on oublie la plupart du temps que les chiffres de l'échange du commerce extérieur de l'avant-guerre impliquaient le commerce des États limitrophes. C'est pourquoi, en établissant une comparaison, il faudrait soustraire les sommes revenant aux États limitrophes.

Deuxièmement, une simple comparaison entre les chiffres d'exportation de l'avant-guerre et ceux d'aujourd'hui ne tient pas debout parce que les grands événements révolutionnaires en Russie, qui ont changé le système économique et social du pays, devaient également se répercuter sur ce domaine de notre économie. Personne n'ignore que la plus grande part de l'exportation de la Russie tsariste reposait non pas sur l'exportation du superflu, mais bien sur la sous-alimentation des masses populaires, sur un niveau de vie extrêmement bas des ouvriers et paysans de Russie. Une des plus grandes conquêtes de la Révolution d'octobre consiste précisément en ce que le niveau de vie des ouvriers et des couches laborieuses du village a été considérablement amélioré. Une partie de ce qui était exporté sous le tsar est consommée maintenant par les masses laborieuses de notre pays qui se trouvent, grâce à la Révo-

lution d'octobre, dans des conditions de vie et de nutrition beaucoup plus normales.

L'augmentation de la consommation du marché intérieur s'exprime particulièrement dans les chiffres relativement bas de l'exportation de viande, d'œufs, de céréales, etc... Dans ces catégories d'exportation, nous retardons, en effet, sur le niveau d'avant-guerre et la répercussion, en est la restriction de notre importation. Mais, du point de vue des intérêts des masses travailleuses de notre pays, ceci constitue une conquête énorme puisque notre tâche ne consiste nullement à réduire la consommation et le niveau de vie des ouvriers et paysans au profit de l'exportation, mais bien, au contraire, à développer les branches industrielles travaillant pour l'exportation où, d'ailleurs, nous espérons remporter de grands succès.

Dans de nombreuses branches économiques qui ne sont pas directement liées à la consommation des masses, nous enregistrons, par contre, une élévation de l'exportation comparativement à l'avant-guerre. L'exportation du naphte s'est élevée, en 1925-26, à 153 p. 100; celle de viande fumée, à 112 p. 100 des chiffres correspondants d'avant-guerre.

L'année économique 1926-27 apportera une augmentation considérable de notre échange du commerce extérieur.

LES DIFFICULTÉS DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DE L'ANNÉE ÉCONOMIQUE

Dans l'année économique courante, particulièrement au premier semestre, nous affrontons une série de difficultés. Nous les avons déjà vaincues en partie et ceci se manifestera dans notre commerce extérieur au cours de l'année prochaine.

Une faute de calcul essentielle consista en ce que nous avions établi un plan maxima d'exportation qui se montra irréalisable dans la pratique. En croyant pouvoir forcer l'exportation au cours des trois premiers mois de l'année économique, nous donnions, pendant la même période, des licences d'importation d'une valeur de 56 p. 100 du plan annuel et lorsque, au début du deuxième trimestre, il apparut que notre plan d'exportation ne pouvait être mis en pratique, alors ce fut déjà trop tard pour accorder l'importation avec l'exportation, puisque plus de la moitié du plan annuel d'importation était déjà réalisée.

La tâche du gouvernement soviétiste fut de vaincre, au cours du deuxième semestre, les conséquences des phénomènes négatifs du premier semestre et nous pouvons constater que notre travail s'est déroulé beaucoup plus normalement au cours du deuxième semestre et que nous pouvions compenser une série de fautes et d'échecs du premier semestre. Par suite des phénomènes mentionnés, le Commissariat du Peuple au Commerce n'était cependant pas à même de réaliser l'ordre du gouvernement d'obtenir un bilan commercial actif. Nous sommes fermement résolu d'éviter, au cours de l'année prochaine, les fautes commises et d'accomplir intégralement tous les ordres du gouvernement, notamment celui concernant le bilan commercial actif.

A. MIKOIAN.



Vers l'industrialisation

Nous pouvons déjà évaluer maintenant le développement que prendra l'industrialisation au cours de la prochaine année économique.

L'industrialisation consiste dans la transformation de la base technique et de l'organisation du travail dans toute l'économie nationale, dans sa transition à la production industrielle et agricole à l'aide de grosses machines.

Elle trouvera son expression particulièrement dans l'augmentation de l'importance de l'industrie dans notre économie nationale, dans son perfectionnement technique, dans le renouvellement de l'outillage et la construction de nouvelles usines.

L'industrialisation a déjà remporté des succès en ce sens. Ce qui nous est démontré par les statistiques de la Commission de l'Economie rationnelle sur la progression des quantités de marchandises agricoles et industrielles jetées sur le marché au cours des dernières années (1923-1924 = 100) :

	1924-25	1925-26	1926-27
Production agricole (à l'exception des domaines d'Etat et des coopératives)	117,2	139,8	150,9
Production industrielle (ne sont considérées que les usines occupant plus de 15 ouvriers)	173,3	236,1	270,3

Nous voyons donc que l'accroissement des produits industriels sur le marché est plus rapide que celui des produits agricoles. Dans le total des quantités de marchandises mises sur le marché, leur pourcentage a varié de la façon suivante :

	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
Production agricole	54,7	45,0	41,7	40,3
Production industrielle	45,3	55,0	58,3	59,7

Ces statistiques démontrent la fausseté des affirmations de ceux qui s'évertuent à dénigrer par tous les moyens possibles le processus d'industrialisation qui s'opère dans notre pays.

Les chiffres sur l'embauchage dans l'industrie, le transport, le commerce et le bâtiment, d'un côté, et dans l'agriculture, de l'autre, sont également très instructifs. Si nous supposons l'embauchage de l'année 1913 égal à 100, le nombre des ouvriers occupés dans l'agriculture fut alors de 102,3 en 1923-1924 et sera environ de 110,3 en 1926-1927; ce qui, comparativement à 1923-1924, représente une augmentation de 8 p. 100. Le nombre des ouvriers travaillant dans l'industrie, les transports, le commerce et le bâtiment, fut, comparativement à 1913, de 60,9 p. 100 et sera, en 1926-1927, de 83,3 p. 100, donc en augmentation de 22,4 p. 100. L'allure d'embauchage est donc beaucoup plus rapide que dans l'agriculture. Mais, en chiffres absolus, le nombre d'ouvriers employés dans ces dernières branches économiques est encore inférieur au niveau d'avant-guerre. Voilà la vérité sur l'accroissement du poids spécifique de l'industrie.

Mais où en est notre réorganisation technique, pour laquelle nous avons dépensé, au cours de l'année économique écoulée, 750 à 780 millions de roubles ? Il faut remarquer que les travaux d'investissement ont exigé un effort financier et technique appréciable de la part de notre industrie. Les expériences de l'année passée ont entièrement justifié nos calculs, et, malgré les dépenses immenses pour l'investissement, qui, comme nous l'avons dit, représentent près de 800 millions de roubles, nous terminons, en général, notre année économique sans grand arrêt ni hésitation. Pour l'année prochaine, la Commission de l'Economie rationnelle propose 845 millions de roubles pour l'investissement, et, d'après les calculs du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, il nous faudrait 910 millions de roubles.

A notre avis, toutes les expériences de l'année économique 1925-1926 démontrent la nécessité de laisser au président du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale une certaine réserve de 25 à 30 millions de roubles qui lui permettrait de manœuvrer lors de la campagne pour les travaux d'investissement. Deuxièmement, il faut prêter une attention particulière au développement normal des nouvelles constructions dont dépend, quoique réalisée sur un plan très modeste, la réorganisation de notre technique.

Il n'y a pas de doute que les dépenses pour les nouvelles constructions représenteront, d'année en année, un pourcentage de plus en plus élevé de la somme totale à investir. C'est seulement à cette condition que nous réussirons à diriger notre technique dans une nouvelle voie.

Tout cela est lié à la question extrêmement importante et essentielle de la qualité de notre industrie et de notre travail. Malheureusement, la Commission de l'Economie rationnelle ne nous a donné aucune analyse de la qualité de notre industrialisation. Nous transformons notre technique quantitativement et qualitativement, en profitant des dernières conquêtes de la science internationale. Le problème de l'électrification soulevé par Lénine et sa réalisation pratique ont précisément sur ce point de vue une importance formidable.

V. MILIOUTINE.



La répartition des bénéfices de l'industrie d'Etat

Depuis l'exercice 1922-1923, l'industrie d'Etat de l'U. R. S. S. donne des bénéfices. En 1923-1924, le bénéfice net pour toute l'industrie d'Etat fut d'environ 100 millions de roubles en 1924-1925, d'environ 350 millions, en 1925-1926, d'environ 520 millions.

Les industries qui donnent le plus grand bénéfice sont celles du textile, du caoutchouc, du sucre et du pétrole. Les industries en donnant le moins et... partiellement déficitaires sont : la métallurgie et les charbonnages.

En règle générale ou, si l'on préfère, *en moyenne*, les bénéfices de

l'industrie d'Etat sont répartis de la façon suivante : 40 p. 100 environ de bénéfice global s'en vont au budget d'Etat ou au budget local (l'industrie en question pouvant appartenir à l'Union, à l'une des Républiques ou aux autorités locales) sous forme d'impôts.

Ensuite, 10 p. 100 sont perçus par le fisc en qualité d'impôt sur le revenu. Celui-ci est le même pour toutes les entreprises d'Etat : 8 p. 100 au budget d'Etat plus 2 p. 100 supplémentaires au budget local.

20 p. 100 du bénéfice sont destinés au fonds de réserve qui sert à couvrir les pertes éventuelles et à agrandir l'entreprise. Ce capital de réserve ne peut être dépensé qu'avec la sanction du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.

60 p. 100 du capital de réserve doivent être placés obligatoirement en valeurs de l'Etat. Ces valeurs donnent à l'entreprise 8 p. 100 d'intérêt.

10 p. 100 du bénéfice sont destinés à un fonds spécial pour l'amélioration des conditions d'existence des ouvriers de l'entreprise. Les trois quarts de cette somme sont assignés à la construction de logements pour les ouvriers et employés, le dernier quart est dépensé pour l'éducation, l'hygiène publique, etc... Le reste du bénéfice est gardé par l'entreprise qui le destine aux travaux de construction, au renouvellement de l'outillage, à l'augmentation des capitaux de roulement, aux besoins spéciaux, etc.

La production indiquée est une moyenne : il peut y avoir et il y a souvent, en effet, des variations selon la situation économique de l'entreprise. Quelquefois, la taxe sur le revenu est strictement fixée et le fonds pour le bien-être des ouvriers ne peut être inférieur à 10 p. 100.

L'industrie d'Etat a versé au budget d'Etat et au budget local, pendant l'exercice 1924-1925, environ 150 millions de roubles (bénéfices, impôts, emprunts 8 p. 100); pendant l'exercice 1925-1926, elle versera de 220 à 230 millions.

En même temps l'industrie d'Etat reçoit des fonds du budget de l'Etat et du budget local, qui organise des emprunts à longue échéance pour l'extension du capital de base et du capital de roulement. En 1924-1925, l'industrie a touché 110 millions de roubles; en 1925-1926, 350 millions venant du budget et des emprunts.

Ainsi l'Etat, non seulement reçoit une partie des revenus de l'industrie d'Etat, mais, en même temps, lui donne des sommes provenant des fonds généraux et qui, depuis 1925-1926, dépassent les versements faits par les entreprises. Une très grande partie des versements de l'industrie provient des bénéfices de l'industrie légère, tandis que la majeure partie des sommes assignées par l'Etat s'en va à l'industrie lourde. Le budget d'Etat, tout en assurant la répartition de l'accumulation industrielle, est, en même temps, une source d'investissements de capitaux nouveaux dans l'industrie pour le compte de l'économie dans son ensemble.

STROUMILINE.



Le budget de l'ouvrier

Le niveau d'existence de l'ouvrier russe avant la révolution était très bas. Son salaire nominal, si l'on fait la moyenne pour toute l'industrie, ne dépassait pas 300 roubles par an, ce qui, à raison de 257 jours de travail, équivaut à 1 rouble 17 pour une journée de dix heures ou 7 roubles environ par semaine. L'ouvrier allemand, en 1913, gagnait hebdomadairement 12 roubles, soit près du double; l'ouvrier anglais, environ 14 roubles, et l'ouvrier américain 24 roubles, soit presque le quadruple de l'ouvrier russe. Il est vrai que, si l'on considère la cherté de la vie dans les différents pays, ces salaires se nivellent sensiblement. A en juger par les prix des denrées alimentaires et les loyers, l'ouvrier anglais payait pour ces articles 40 p. 100 de plus que l'ouvrier russe, et l'ouvrier américain au moins 100 p. 100. Mais, avec cette correction, il faut tout de même reconnaître que la rétribution du travail dans l'ancienne Russie était très basse.

La guerre mondiale, puis la guerre civile acharnée, au cours de laquelle les ouvriers défendirent les conquêtes de la Révolution d'octobre contre les forces coalisées de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers russes et du capitalisme international, abaissèrent encore davantage le niveau moyen de vie de l'ouvrier russe. Mais, à partir de 1921, après que les dernières forces de la contre-révolution intérieure furent anéanties et que la bourgeoisie mondiale reconnut qu'il était trop onéreux de soutenir l'entreprise contre-révolutionnaire, la renaissance économique du pays commença. Le niveau d'existence de l'ouvrier de l'U. R. S. S. monta rapidement.

En 1922-1923, le salaire moyen de l'ouvrier industriel atteignait à peine 232 roubles-or par an. En 1923-1924, le salaire passa à 423 roubles; l'année suivante, à 525; en 1925-1926, il atteignait 630 roubles. Si l'on ajoute à cette somme 16 p. 100 de versements d'assurances sociales effectués par les entreprises, on reconnaît que le niveau d'existence du prolétariat soviétique est encore plus élevé. Il est vrai que la vie est presque deux fois plus chère qu'avant la guerre. Mais, même en prenant en considération la cherté de la vie, le niveau d'existence de nos ouvriers dépasse sensiblement celui d'avant-guerre.

La structure générale du budget de la famille ouvrière dans l'U. R. S. S. se présente, d'après les dernières enquêtes, de la façon suivante :

STRUCTURE DU BUDGET D'UNE FAMILLE OUVRIÈRE EN U. R. S. S. EN % DU TOTAL

ARTICLES DE RECETTES ET DÉPENSES	Début 1925	Début 1926
<i>Recettes :</i>		
1. Salaires	78,4	82,0
2. Assurances sociales	2,9	4,2
3. Profits supplémentaires (jardin, etc.)	3,3	3,1
4. Crédits et dettes rendues	7,1	6,4
5. Ventes d'objets et économies dépensées	6,4	2,5
6. Secours de parents, etc.	1,9	1,8
TOTAL	100,0	100,0

ARTICLES DE RECETTES ET DÉPENSES

Début 1925 Début 1926

<i>Dépenses :</i>		
1. Loyer	5,3	5,7
2. Chauffage, éclairage	8,7	8,8
3. Nourriture	45,8	44,5
4. Boissons alcooliques	1,1	2,1
5. Tabac, cigarettes, allumettes	1,5	1,4
6. Vêtements, toilette, lessive	20,0	23,1
7. Objets de ménage	2,7	2,9
8. Hygiène et traitement	0,9	0,9
9. Religion	0,2	0,1
10. Dépenses culturelles	2,1	1,9
11. Cotisations	3,3	2,1
12. Paiement de dettes ou de crédits	2,9	2,8
13. Prêts	0,2	0,2
14. Aide aux membres de la famille absents	1,0	1,1
15. Autres dépenses	4,3	4,4
TOTAL	100,0	100,0
Total des recettes par famille (en roubles)	79,90	97,90
Total des dépenses par famille (en roubles)	79,63	97,55
Nombre de personnes	2,80	2,78
Nombre de personnes gagnant leur vie	1,18	1,22
Nombre équivalent d'adultes	1,1	1,1
Nombre de ménages étudiés	1.278	1.402

Il faut remarquer que ces chiffres ne tiennent pas compte de certains facteurs essentiels pour un budget ouvrier; ainsi, par exemple, dans les recettes provenant de l'assurance sociale ne sont indiquées que les sommes que la famille ouvrière reçoit à différentes occasions. Mais on n'indique pas le traitement gratuit dans les infirmeries et hôpitaux, médicaments, séjour dans les maisons de repos et sanatoriums pendant les congés, etc. De la sorte, les dépenses indiquées pour l'hygiène et les traitements sont très inférieures à la réalité. Pour une raison analogue, les dépenses culturelles de l'ouvrier soviétique sont enregistrées d'une façon très incomplète car l'étude des budgets de famille ne permet nullement d'apprécier les dépenses que font l'Etat et les syndicats pour les loisirs et l'éducation politique des ouvriers. D'autant plus caractéristique est la part infime des dépenses que fait l'ouvrier soviétique pour le culte religieux. Apparemment, le développement intellectuel de la masse ouvrière a presque annulé son besoin de poison religieux.

Ces dernières années les ouvriers de l'U. R. S. S. se nourrissent beaucoup mieux qu'auparavant.

D'après les budgets d'avant-guerre, la nourriture des membres adultes des familles ouvrières ne dépassait pas 3.300 calories par jour. Pendant la guerre civile et le blocus, ce chiffre descendit à 2.400 et, dans certaines régions, encore en dessous. Mais, dès décembre 1922, il constituait chez les ouvriers mariés 3.800 calories par personne et ne baissa plus. En même temps, la qualité de la nourriture augmentait chaque jour. Ainsi, en 1922, les aliments d'origine animale constituaient 4,4 p. 100 du nombre total de calories; en 1923, 7,7 p. 100; en 1924, 12,5 p. 100; en 1922, le pain de froment figurait pour 10 p. 100 dans la quantité totale du pain consommé; en 1923, pour 30 p. 100; en 1924, 45 p. 100. La quantité de graisse

augmenta dans les mêmes années de 33 p. 100; la consommation du lait, de 73 p. 100; celle du sucre, de 146 p. 100; celle de la viande, de 335 p. 100, etc. La consommation des pommes de terre diminua de 20 p. 100, celle du pain de seigle de 48 p. 100.

Tels sont les faits.

Sans doute, encore maintenant, le niveau d'existence de l'ouvrier de l'U. R. S. S. n'est pas élevé, mais ce qui importe, c'est qu'il augmente chaque année dans des proportions que l'on n'a jamais vues ailleurs. Nous ne doutons pas qu'il augmentera encore davantage, à mesure que s'accroîtront les forces de production du pays. La garantie en est la Révolution d'octobre qui a érigé, sur les décombres de la dictature tsariste qui soutenait le pouvoir des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, la dictature du prolétariat.

Etant le seul maître de toutes les ressources économiques du pays, et ayant démontré que, loin de les dilapider, il les multiplie à l'avantage de tous les travailleurs, le prolétariat soviétiste saura continuer son travail dans la même direction.

STOUMILINE.



REVUE DES ÉVÉNEMENTS == ET DOCUMENTATION ==



La politique intérieure du 1^{er} au 15 octobre 1926

2 octobre. — Le député Piétri, de la gauche radicale (groupe Loucheur), fait des remarques cruelles pour Herriot. Selon lui, la formule des décrets-lois est *plus dictatoriale* que celle des « pleins pouvoirs » de Caillaux. Les pleins pouvoirs permettraient encore la discussion, l'amendement des projets gouvernementaux. Les décrets, non. Ainsi, Herriot qui prétend avoir renversé Caillaux pour défendre les droits de la représentation nationale a consenti ensuite aux décrets, beaucoup plus dictatoriaux.

Le Figaro prétend qu'on marche à une révision du règlement des dettes de guerre, sur l'initiative américaine.

A Lyon, 10.000 personnes ont assisté au meeting où Cachin et Doriot, entre autres, ont fait la critique du Cartel et l'exposé des solutions communistes.

A la rentrée des Chambres, M. Léon Blum interpellera sur le « Cartel de l'Acier ». Cela fera plaisir à Loucheur, grand acheteur d'acier, et ne causera nulle peine, même légère, à ces messieurs du Comité des Forges.

3 octobre. — La stabilisation exige la sous-consommation ouvrière. Nous l'avons dit. Dans *l'Action Française*, Bainville y revient sans ambages : « On ne peut s'assurer contre la chute du franc et la hausse des changes sans arrêter la multiplication des billets, sans comprimer la circulation. Cependant une force agit pour créer des besoins de billets : la hausse des prix, qui doit se poursuivre jusqu'à ce que nous soyons arrivés aux prix mondiaux. Il faut se restreindre ou se résigner à l'inflation. »

L'inflation, Poincaré l'a faite, bien que les ouvriers se soient déjà privés du fait de la hausse des prix. Une lettre de Poincaré aux présidents des commissions des Finances de la Chambre et du Sénat le prouve.

La dette intérieure de l'Etat s'est accrue, du 1^{er} août au 15 septembre, de 1.786 millions. On a emprunté en Suisse et en Hollande. On a dû faire face à des paiements à l'étranger (7 millions de livres, 16 millions de dollars, 650.000 florins) et acheter pour cela (avec quels billets de banque ?) des devises étrangères.

Cependant le franc s'est maintenu : effet de la confiance capitaliste...

Léon Blum, nous dévoile *Politicus* dans *l'Ere Nouvelle*, est d'avis qu'il faut faire l'expérience de la « confiance » jusqu'au bout. Si l'expérience est désastreuse, les solutions socialistes n'en prendront que plus de lustre et de relief (!). Ainsi, les ouvriers sont prévenus, les S. F. I. O. ne feront à la stabilisation bourgeoise qu'une opposition qu'ils savent sans portée : de cette manière, ils ne gêneront en rien Poincaré, et pourtant espèrent qu'ils recueilleront les fruits de leur apparente résistance. A nous de les dénoncer infatigablement.

4 octobre. — Dariac, président de la sous-commission des Dettes, à la Chambre, se prononce pour un règlement international des dettes par la S. D. N. — P. Bertrand s'empresse d'approuver.

L'honorable M. de Rothschild est enfin élu dans les Hautes-Alpes. Son argent n'y est pour rien : le mérite triomphe.

6 octobre. — Poincaré tiendrait à la discussion des accords de Washington au cours de la session de 1926. Il imagine d'ajouter au texte des accords, sous forme de considérants, un certain nombre de réserves (clauses de sauvegarde, de transfert, voire de non-commercialisation de la dette). Il espère par cet artifice briser l'opposition de certains parlementaires, et peut-être influencer sur les Etats-Unis. On fait courir le bruit que les Etats-Unis seraient favorables à cette procédure, et que les « considérants » pourraient faire l'objet d'un échange de lettres comme celui qui eut lieu au lendemain de l'accord de Londres, entre Caillaux et Churchill, et qui instituait dans une certaine mesure les clauses de sauvegarde et de transfert.

Le Congrès radical approche, des articles nombreux et des discours le préparent.

Au Congrès fédéral de la Drôme, appels à la conciliation entre Edouard Herriot et Caillaux, lancés par Archimbaud. La motion votée dit en substance : « Franc et France d'abord. Economies, soit ! Mais nous demanderons qu'on tienne compte de nos vœux quant aux réformes administratives et judiciaires. En attendant, faisons crédit à Poincaré. »

La Fédération des Bouches-du-Rhône indique l'importance de la discipline et exige le scrutin d'arrondissement.

En attendant, la vie monte. Un intéressant article de *l'Huma* montre la hausse des prix et le retard considérable (donc l'insuffisance) des salaires.

Le Temps attaque la journée de 8 heures. L'intensification de la production s'impose absolument. Les 8 heures paralysent la production. Une application « plus libérale » de la loi est nécessaire.

7 octobre. — La presse accueille en général assez mal les « considérants ». Elle laisse comprendre que ces considérants sont au fond sans effet.

Le Quotidien marque la volte-face de Poincaré, Marin, Tardieu, autrefois adversaires de la ratification. P. Bertrand réclame, pour « sauver le franc », un effort intérieur. Il ne dit pas lequel ! Les impôts Poincaré ne sont-ils pas un « effort intérieur » ?

La Banque de France a recueilli, du 27 septembre au 2 octobre, pour 161 millions de francs-papier d'or et d'argent.

Une circulaire de Sarraut menace les travailleurs étrangers de la répression brutale. Arrangée de façon à paraître impartiale, elle est en réalité dirigée contre les travailleurs émigrés. Pour eux, pas de presse libre, ni de droit de réunion, etc. Quiconque laissera voir ses opinions internationalistes, révolutionnaires, sera frappé. Mais les fascistes, les monarchistes ne seront pas inquiétés.

8 octobre. — Mellon fait savoir que les « considérants » n'auront pas d'effet matériel.

En une semaine, la circulation des billets a augmenté de près d'un milliard ! (983 millions). C'est, dit *l'Information*, la contre-partie des devises achetées en vertu de la loi du 7 août. L'or et l'argent achetés ne valent que 30 millions de francs-or. Cette somme est fort minime puisque la réserve des particuliers en France est estimée à 1 milliard-or et que l'encaisse métallique de la Banque de France est de 5.700 millions de francs-or.

Pour *l'Information*, la crise de stabilisation est commencée :

- a) Crise économique se dessine;
- b) Restriction certaine de la consommation du fait de la hausse des prix;
- c) Chômage en perspective.

Quelques journaux financiers disent que rien n'oblige absolument à ratifier les accords de Londres et Washington. Mais ils ne donnent pas de raisons bien fortes.

Le torchon brûle chez les S. F. I. O. et les radicaux. Un ordre du jour de la C. A. P. socialiste dénonce la campagne de presse contre la Fédération socialiste du Rhône, qui combat Herriot. La C. A. P. approuve la lutte « contre ceux qui méconnaissent et renient les solennels engagements de 1924 ».

Pierre Bertrand — tenant la plume pour son rédacteur Renaudel — annonce qu'il répondra à cet « invraisemblable document », qui émane « d'antiparticipationnistes » (Horreur !).

Au Congrès du Sud-Est, de la Fédération radicale, René Renoult se prononce pour l'essai de l'Union Nationale, mais fait appel à l'union des forces de gauche.

On annonce que la récolte de blé (67 millions de quintaux) est déficitaire de 12 millions de quintaux.

9 octobre. — *L'Union des Intérêts Economiques*, dans un ordre du jour, prend position contre la ratification de l'accord Mellon.

Les polémiques continuent, ardentes, entre S. F. I. O., et entre S. F. I. O. et radicaux.

Bertrand-Renaudel répondent à la C. A. P. : La C. A. P. a jeté le trouble dans le pays, a isolé le Parti socialiste, l'a réduit à l'impuissance. L'ordre du jour n'a pas de valeur, il représente le point de vue d'une fraction. La minorité socialiste (lisez les renaudéliens) s'est inclinée devant les décisions du Congrès, mais ne renonce pas à défendre sa thèse. Le P. S. a perdu, en refusant de participer au pouvoir, l'occasion de bien servir ses propres intérêts et ceux du pays.

Ponsot, dans *l'Ere Nouvelle*, repousse les accusations socialistes contre le Parti radical (les socialistes se sont dérobés aux responsabilités), cependant que Frossard, dans *la Volonté*, préconise l'alliance des socialistes et des radicaux au deuxième tour des élections sénatoriales.

10 octobre. — Le socialiste Chastanet, dans *le Peuple*, défend, lui aussi, cette combinaison électorale.

Les dettes sont très discutées. *Le Quotidien* déclare que si les nouvelles d'Amérique sont fondées, si les Etats-Unis se refusent réellement à toute addition aux accords, ceux-ci ne doivent pas même être examinés par le Parlement. Frossard se réjouit de voir les considérants « dégonflés ».

On dit que le groupe S. F. I. O. interviendrait à la rentrée contre la ratification.

Poincaré a reçu une délégation de l'Union Nationale des Combattants, protestant contre les accords de Washington.

Le Congrès radical approche.

Herriot parle une fois à Lyon pour justifier sa politique. Il désire rentrer dans le rang.

A Lille, c'est le républicain-socialiste Painlevé qui fait son plaidoyer, en faveur de l'Union Nationale.

La vie est plus chère. Indice des prix de détail : juillet, 574; août, 587; septembre, 590 (chiffres officiels).

Les achats de monnaie d'argent sont suspendus jusqu'à nouvel ordre à partir du 11 octobre, à cause — dit la Banque de France — de la hausse de l'argent sur le marché.

11 octobre. — P. Bertrand préconise, à quelques jours du Congrès radical, la formation d'un solide bloc de gauche (avec les socialistes). Ce bloc n'aurait pas la majorité tout de suite à la Chambre. Mais qu'il attende, et le pays verra de quel côté il doit pencher.

En même temps, *l'Ere Nouvelle*, selon sa ligne invariable, invite la

droite socialiste (Renaudel, Boncour, etc.) à ne pas subir la dictature de la C. A. P., et à rejoindre les radicaux.

12 octobre. — Les attaques de presse contre les 8 heures continuent. Pierre Kœmpf, président de l'Union des tissus, demande une « réglementation » nouvelle des 8 heures, les circonstances actuelles exigeant un rendement maximum de la production.

Anniversaire de la grève de 24 heures contre la guerre du Maroc.

13 octobre. — Le projet de budget pour 1927 a été distribué à la commission des Finances. Le budget sera de 47 milliards en tout, soit 10 milliards de plus qu'en 1926.

Vie chère : le prix de l'électricité va augmenter.

14 octobre. — Nouvelles attaques de presse contre les 8 heures.

Le *Figaro* déclare : Pour obtenir la surproduction nécessaire à notre relèvement, on n'a qu'à faire plier quelque temps cette « loi de protection ouvrière » qui protège l'ouvrier plus qu'il ne veut l'être.

Le député du Calvados, Henri Lanier (Union républicaine démocratique) déclare qu'il faut suspendre l'application de la loi de 8 heures jusqu'au jour où la situation économique sera rétablie.

La presse bourgeoise commente le projet de budget et son exposé des motifs. Elle approuve en particulier le passage soulignant que le redressement financier est subordonné à la rentrée des capitaux exportés, dépendant elle-même de la « sécurité » qu'on leur assurera au dedans.

Pour L. Romier, un grand danger subsiste en cas de grosses demandes de remboursements de Bons. Si l'on fait alors un appel supplémentaire au contribuable, on risque l'inflation.

Jour d'ouverture du Congrès radical. P. Bertrand proclame la nécessité d'un Congrès clair, qui élabore un programme d'action, exige la discipline des membres. Frossard demande aussi de la clarté. Ces messieurs seront servis ! Pour *les Débats*, si le Parti radical veut maintenir son alliance avec les S. F. I. O., il prépare une expérience révolutionnaire dont il ne se tirera pas ; il ouvre l'ère des bouleversements politiques. S'il se sépare des socialistes, il peut devenir le centre d'un parti de gouvernement et jouer un rôle considérable.

Un *Conseil national socialiste* est convoqué pour le 31 octobre.

A la suite d'une réunion violente de la C. A. P., Renaudel quitte le *Quotidien*. A la même réunion, Boncour s'est expliqué sur son attitude à Genève, et l'impression de son rapport a été décidée.

F.



La quinzaine syndicale

Du 1^{er} au 3 octobre s'est tenu à Alès le Congrès de la Fédération unitaire du sous-sol. Le rapport moral de Kirsch rappela l'agitation pour les salaires et l'organisation de la grève nationale du 9 août. Les deux campagnes de la Fédération unitaire furent exploitées par les confédérés qui engagèrent les négociations avec le patronat des mines le 8 août. Cette tactique aboutissait à rompre le front d'attaque des mineurs avant la journée nationale de solidarité. L'augmentation de salaires, d'ailleurs inférieure aux revendications unitaires, qu'obtinrent les confédérés et qu'ils firent tant mousser, est donc le fruit de l'agitation des mineurs révolutionnaires.

D'autre part, rien ne fut épargné pour faire échouer la grève du

9 octobre. On prête à Cook de fausses déclarations sur l'inutilité de la grève d'un jour. Cook a depuis flétri la manœuvre réformiste.

Les mineurs anglais ont reconnu que seuls les mineurs russes et français avaient accompli leur devoir de solidarité envers la grève anglaise.

Le Congrès vote à l'unanimité le rapport moral et une résolution contre la trahison de l'Exécutif des mineurs d'Amsterdam.

Le Congrès étudie aussi la question de la retraite : il revendique la retraite dès l'âge de cinquante ans, le logement et le charbon gratuits aux retraités, l'égalité des retraites.

Le Congrès décide d'intensifier l'agitation pour organiser syndicalement les travailleurs étrangers et de lutter pour l'égalité des droits entre les ouvriers étrangers et nationaux.

Ceci est particulièrement important au moment où le gouvernement Poincaré renforce la répression contre les travailleurs étrangers.

Les 28 et 29 septembre s'était tenu à Genève le Congrès de la Fédération Internationale réformiste des travailleurs de l'agriculture. Les 16 fédérations adhérentes étaient représentées, groupant 366.000 membres (disent les comptes rendus). Le Congrès formula le vœu que le B. I. T. soit reconnu compétent pour toutes les questions de législation concernant les travailleurs agricoles comme ceux des autres industries. Il demanda de plus que le même B. I. T. fasse pression sur les gouvernements des Etats, où le droit de coalition est inscrit dans la loi, pour qu'il ne soit pas fait obstacle, dans les faits, au droit de s'organiser, généralement illusoire pour les travailleurs et journaliers agricoles.

La bataille ouvrière (grèves)

DATES	VICTOIRES	CONFLITS NOUVEAUX	DÉFAITES
1 ^{er} octobre	5	3	»
2 —	»	1	»
4 —	»	1	»
5 —	1	4	1
6 —	2	»	»
7 —	1	4	»
8 —	»	2	»
9 —	3	3	»
11 —	7	2	»
12 —	1	2	»
13 —	1	3	»
14 —	»	1	1
15 —	»	1	»
TOTAUX	20	27	2

Les corporations les plus engagées dans la lutte sont d'abord le bâtiment, avec 10 nouveaux conflits (surtout à Strasbourg et dans Paris) et 6 victoires, notamment la belle victoire du bâtiment de Troyes.

Un mouvement important agite les déménageurs parisiens, qui ont réussi à dicter leurs conditions : salaire de base de 50 francs et suppression du pourboire, dans 7 maisons, le 11 octobre.

La grève de *Château-Regnault* dure toujours et le mouvement, sur l'ordre du Comité de grève, s'étend à présent aux contremaîtres, magasiniers et employés. L'extension du conflit, la généralité du chômage imposera la défaite au patronat de la vallée de la Meuse. Les patrons négocieront entre eux de nouvelles propositions aux lock-outés, mais ils sont loin d'être d'accord entre eux sur la tactique à suivre.

Enfin, la grande agitation nationale de la C. G. T. U. pour la démonstration du 7 novembre se développe. Les réunions du Congrès des mines la préparent dans la région parisienne.

Les cheminots se préparent à manifester le 24 octobre. De plus, les ouvriers des arsenaux de l'Etat manifestent contre la cession à l'industrie privée. 3.000 travailleurs ont manifesté à Bourges pour ce motif.

A Châtellerauld, autour du journal *l'Unité* et le groupe des « Amis de l'Unité », le front unique est réalisé à la base.

Les élections à la Caisse des arsenaux ont eu lieu cette quinzaine. Les progrès des unitaires sont très marqués :

A Cherbourg, l'unitaire a été élu, 1 confédéré et 1 syndiquée chrétienne pour les femmes.

A Brest, les confédérés ont 2.300 voix et 2 élus, les unitaires, 500, les chrétiens, 500.

A Toulon, les unitaires ont 2.200 voix et 2 élus, les confédérés 1.200.

A Guérigny et à Ruelle, les unitaires ont été également élus.

La première quinzaine d'octobre marque en somme les progrès de l'agitation ouvrière en France.

De nouvelles corporations sont touchées, le mouvement s'étend contre une résistance patronale accrue par l'éventualité de la stabilisation.

La deuxième semaine du mois décidera du succès de la manifestation du 7 novembre, qui doit marquer la mobilisation des masses pour la défense de leurs conditions de vie.

I.



LE PARTI COMMUNISTE et le recrutement paysan

Sur la réponse provisoire du camarade Desnots, de la Commission paysanne centrale, à mon article sur le « Recrutement rural », publié dans le n° 57, qu'il soit permis à un vieux militant d'apporter quelques précisions.

L'autocritique est surtout la fonction des anciens : les crises de déviation, les redressements, le vide autour d'eux de camarades congénérés défaillants, sont autant de longues épreuves qu'ils craignent de voir se renouveler et, partant, qu'ils s'attachent particulièrement à prévenir.

La pluralité de nos occupations ne nous permet pas toujours de donner à nos tâches de rédaction tous les développements désirables. L'allure condensée de l'article en question, rédigé avant le Congrès de Lille, m'inspirait, il est vrai, certaines craintes vis-à-vis de son interprétation.

Or, depuis ces instants, justifiant mes critiques probables, Renaud Jean se plaignait, à Lille, de ce qu'on abandonnait dans le Parti la recherche des élites. Il en accusait les sacrifices octroyés aux nouvelles tâches de réorganisation, ce qui lui valut une judicieuse réponse de Doriot. Mes articles ajoutent à cette réponse :

« Dans les tâches mêmes de ses créations du C. P. F., dans l'organisation de syndicats-coopératives surtout, Renaud Jean doit trouver dans une certaine mesure le désintéressement du recrutement des élites, des cadres paysans du Parti. »

Avant ces entreprises commerciales, les militants ruraux rayonnaient de village à village pour la diffusion de l'idée communiste, la réfutation des objections et des attaques adverses, apportant le trouble dans quelques consciences, créant des sections puis des cellules. Il me vint alors l'idée d'écrire des « Entretiens communistes » que publie *le Travailleur du Languedoc*.

Depuis que fonctionne le C. P. F. je vois *tous* nos jeunes paysans du Parti rayonner exclusivement pour intéresser les paysans travailleurs à l'achat ou la vente de produits agricoles, besogne qui les prend absolument. L'éducation communiste est reléguée au magasin des accessoires. Je n'en suis nullement surpris, car pendant les années, que je m'intéressais à la coopérative des vigneron paysans, j'en avais oublié que j'appartenais au Parti, malgré les meilleurs sentiments de constance et d'activité.

De même, de l'avalanche des revendications présentées au premier Congrès du C. P. F., il n'est plus question et la création de comités de défense paysanne ne trouve pas la moindre grâce devant les opérations des syndicats-coopératives.

Jadis, à certaine époque, l'action coopérative, jugée dissolvante dans le cadre du gouvernement bourgeois, était considérée dans le Parti comme une déviation. C'était, si mes souvenirs sont exacts, du temps du P. O. F., avec Guesde et Lafargue.

Depuis lors on a donné asile à l'action coopérative, à cause surtout de son utilité comme ravitaillement révolutionnaire. Maintenant on constate que le recrutement paysan n'avance pas dans le Parti. Nul doute

pour moi que la diffusion du coopératisme ne gêne la diffusion de l'éducation communiste.

Nous disions autrefois : « Les éléments matériels de la transformation sociale existent, les éléments spirituels manquent. »

Or, aujourd'hui, pour mieux extraire ces éléments matériels du milieu paysan on y sacrifie la diffusion de l'idée communiste, c'est-à-dire le ferment, le support du Parti, pendant la crise révolutionnaire. Sa victoire ne peut qu'en être compromise.

Toutefois, pour faire la part du feu, j'ai parlé de limiter l'action coopérative. L'article 15 de la thèse agraire, adoptée à Lille, donne quelque satisfaction à mon point de vue.

La réponse du camarade Desnots implique la nécessité de m'expliquer encore sur d'autres points.

J'ai fait une enquête dans plusieurs communes de mon département, qui ont abouti à un résultat uniforme : l'augmentation progressive du nombre de possédants pour les mêmes superficies cultivées (*Voix Paysanne* du 3 avril 1926). Je me suis défendu de prétendre généraliser, en durée comme en lieux, ces constatations de concentration agraire. Mais j'estime que partout dans le Parti — nos élites des campagnes faisant trêve un instant de leurs transactions commerciales — cette enquête devrait être poursuivie sérieusement.

De mon côté j'en ai donné, hypothétiquement, les déductions et les conclusions suivantes :

L'industrie prime tout. Les capitaux et les travailleurs paysans y affluent et désertent l'agriculture. Les riches domaines ont été amorcés, en 1793, par la grande propriété qui, depuis, a acquis par sélection les meilleurs fonds dont le degré d'éparpillement n'augmente pas considérablement ses frais généraux. *Le reste ne peut l'intéresser.* La grande propriété n'achète plus la petite ni la moyenne. Elle fait le placement de ses disponibilités dans l'industrie comme s'y placent les paysans qui ne s'adaptent plus à la médiocrité (« Désertion des Campagnes », *Voix Paysanne* du 5 juin 1925). La moyenne propriété s'éparpille surtout au profit de la petite.

La terre médiocre ou fertile n'est pas l'instrument technique perfectible comme la machine et le véhicule. C'est le rouet, c'est la guimbarde, c'est l'échope où, comme l'artisan, végète le paysan.

Il y a 25 ans, comme Desnots aujourd'hui, nous dénonçons le Crédit Foncier, la Société Générale comme voisins de proie des petits propriétaires (brochure, 1905).

Or, à ce jour, le nombre et l'importance de ces sociétés n'ont pas fait un pas en avant dans l'agriculture. Certaines même de leurs exploitations se sont disloquées.

Je le répète, je constate dans ma région, je me garde de généraliser.

Par ailleurs, je persiste à soutenir que les facteurs de ralliement au P. C. des masses paysannes entraînées par quelques élites sont les suivants :

1° La faillite des partis qui ont contracté des engagements vis-à-vis des travailleurs;

2° La foi que le P. C. est en possession de tous les moyens de réalisation des revendications paysannes, y compris les objectifs immédiats;

3° La confiance communiste n'exclut pas la revendication, bien que la portée de ses résultats soit précaire, puisque le pouvoir capitaliste reprend le lendemain ce qu'il lâche la veille. C'est donc surtout la foi qui crée et nous conserve des partisans.

Autour de moi l'agitation revendicatrice est bien accréditée. Il n'en est pas de même de la coopération qui jette plutôt du froid. Cependant je

puis assurer que ce ne sera pas avec des fourches qu'on y recevra les mandataires du Gouvernement ouvrier et paysan.

Enfin je crois encore devoir soutenir que, dans une période de bien-être relatif, les travailleurs inclinent surtout à se laisser vivre plutôt que de militer pour l'intérêt commun.

C'est, sinon aux époques de misère sordide, laquelle on n'attend pas dans nos pays pour réagir, mais au cours de misères accrues qu'on rejoint le plus les salles de conférences et les organisations politiques et économiques. Jamais tant de monde aux conférences et tant de drapeaux rouges dans les rues de nos pays, qu'aux heures de grave mévente, lors de la manifestation aux arènes de Béziers, en 1905, avec le concours de Jaurès !

L'esprit de sacrifice ne s'exalte pas mieux qu'au spectacle de la souffrance commune.

G. BERTRAND.



Le Gérant : BELLANGER.

Lisons "l'Internationale Communiste"



Réagir « vite et bien » en face des événements politiques et économiques, dans une situation mondiale de plus en plus compliquée par les antagonismes d'un impérialisme exacerbé, telle est la tâche difficile que le Parti communiste doit apprendre à résoudre de mieux en mieux.

Or, l'expérience pratique acquise au cours des luttes révolutionnaires, tout indispensable qu'elle est, ne suffit pas. Il y faut aussi une culture marxiste, une culture léniniste.

D'où la nécessité d'une littérature communiste et en particulier de revues communistes.

C'est vrai en premier lieu, de la revue l'Internationale communiste, l'organe de l'Exécutif de l'Internationale. Pour que cette revue puisse traiter toutes les questions internationales avec une plus grande actualité que par le passé, elle paraîtra, à partir du 1^{er} octobre, toutes les semaines en Russie et en Allemagne et toutes les mesures techniques sont prises pour qu'elle sorte aussi rapidement et aussi régulièrement que possible.

La Direction du Parti attache la plus grande importance à la diffusion de la Revue de l'I. C. Un prix d'abonnement extrêmement réduit est consenti à tout abonné, membre du Parti, à condition d'adresser directement le montant de son abonnement au siège du Parti, 120, rue Lafayette, Paris (10^e). Chèque postal n° 508-64.

VOICI LES CONDITIONS :

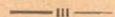
Abonnement : 3 mois	8 francs
— 6 mois	15 —
— 1 an	30 —

Des carnets d'abonnements seront à la disposition des organisations. 10 abonnements recueillis donnent droit à un abonnement gratuit.

En vente au Bureau d'Éditions, 132, faubg. St-Denis, PARIS-10^e

Pour comprendre la discussion passionnée dans le P. C. R., il faut lire :

I. STALINE



LES QUESTIONS DU LÉNINISME

Beau volume de 392 pages, grand format

Prix 20 francs

G. ZINOVIEV



LE LÉNINISME

Volume de 324 pages

Prix 14 francs

Les organisations obtiendront des conditions spéciales au Bureau d'Éditions, 132, Faubourg Saint-Denis, PARIS (X^e)

Les membres du Parti recevront ces ouvrages, franco, en adressant : 13 fr. 50 pour le livre de Staline, ou 10 fr. pour le livre de Zinoviev, directement au Siège du Parti, 120, rue Lafayette, PARIS (X^e). — Chèque Postal : 608-64.

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ
132, Faubourg Saint-Denis - PARIS (10^e)

Tél. : Nord 07-51 et 97-32

Chèque Postal : 943-47

V. CAT

L'INFLATION

Ses Profiteurs - Ses Victimes

Prix 4 fr. 50

M. BEER

KARL MARX

Sa Vie - Son Œuvre

Prix 6 francs

En vente *DANS VOS ORGANISATIONS* et à la *LIBRAIRIE*
de *L'HUMANITÉ*, 120, rue Lafayette PARIS (X^e)